This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

11.80

Gp 95.240.

2135

BOUGHT WITH

THE INCOME FROM THE

SUBSCRIPTION FUND

BEGUN IN 1858.

26 April, 1872.

POLYBE

OU

LA GRÈCE CONQUISE

PAR LES ROMAINS.

POLYBE

OU

LA GRÈCE CONQUISE

PAR LES ROMAINS.

THÈSE

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE PARIS,

Numa (Denis) PAR

N. FUSTEL DE COULANGES

ANCIEN ÉLÈVE DE L'ÉCOLE NORMALE,

ANCIEN MEMBRE DE L'ÉCOLE FRANÇAISE D'ATHÈNES.

C AMIENS

IMPRIMERIE DE T. JEUNET.

3, impasse des Cordeliers.

1858.

Gp 95,240

1872, Apr. 26.
Subscription Fund.

A MON MAITRE

M. A. CHÉRUEL.

INTRODUCTION.

Polybe est le dernier écrivain de la Grèce libre, et l'historien de la conquête. Son livre n'est pourtant inspiré ni par le regret de l'indépendance, ni par la haine des vainqueurs. Il raconte sans indignation et sans douleur la longue histoire de l'asservissement de son pays. Ce n'est pas chez lui de l'indifférence; ce n'est pas non plus l'impartialité de l'historien; il est franchement du parti des vainqueurs; on sent qu'il est heureux de voir la Grèce obéir.

Qu'il aime sa patrie, on n'en peut pas douter; l'honnêteté et l'élévation de son caractère le mettent à l'abri du soupçon de trahison. Ne le confondons pas avec les Diophane et les Callicrate dont il flétrit si énergiquement la conduite. Il servit son pays, même à Rome, et aux côtés de Scipion Emilien. Il osa disputer aux rancunes des vainqueurs la mémoire et les statues de Philopémen. Après la prise de Corinthe, il refusa de s'enrichir de la ruine de ses compatriotes. Qu'il agisse ou qu'il écrive, nous le voyons toujours désireux du bonheur de sa nation, in-

quiet de son avenir ou honteux de ses fautes. Il peut n'avoir pas une grande estime pour elle ; il a du moins une affection sincère. Son livre respire l'amour de la Grèce en même temps que l'admiration de Rome.

Comment donc se fait-il qu'il n'ait aucun accent de regret pour la liberté qui périt ? Qu'un citoyen honnête et dévoué à son pays puisse se réjouir du succès de l'ennemi public, que cette préférence ne soit pas de la trahison, mais presque du patriotisme, c'est là un fait digne de quelque attention. Et si l'étude approfondie de cette époque nous montre que cet homme n'est pas différent de ses concitoyens, et que ses sentiments sont ceux d'une grande partie de sa nation, on peut espérer de trouver là une explication de la conquête de la Grèce.

Les légions n'ont pas tout fait, la politique du Sénat romain n'a pas tout préparé. Les Grecs sont bien pour quelque chose dans l'œuvre de leur asservissement; et il paraît même que leurs sentiments et leurs dispositions morales y ont plus contribué que la force et l'adresse de leurs vainqueurs. On essaiera de montrer ici par le livre de Polybe et par Polybe lui-même comment le cœur d'un Grec était tout disposé à se laisser conquérir, et comment Rome faisait ses conquêtes.

Ce qui dans la fortune de Rome doit être attribué aux vertus et à la sagesse des Romains a été souvent expliqué. On se propose de marquer ici la part que les vaincus ont prise à l'élévation de cette merveilleuse fortune, et comment ils y ont eux-mêmes travaillé.

Un historien romain, quelque peu déclamateur à la vérité, a dit de la Grèce qu'y pénétrer ce fut s'en rendre maître, *introisse*

[1] Florus, II, 57.

victoria fuit[1]. Il ne faut pas entendre par là que la Grèce, sans force et sans énergie, fût une proie facile pour le premier conquérant venu. Tite-Live nous laisse voir que les Romains n'ont entrepris qu'avec crainte les guerres contre Philippe, contre Antiochus et contre Persée; la Grèce n'était donc pas sans vigueur. Elle était plus riche que l'Italie; elle ne manquait pas encore de bras; Polybe dit que la ligue achéenne à elle seule pouvait armer trente ou quarante mille combattants; elle avait encore la cavalerie étolienne, la phalange macédonienne, les flottes de Rhodes. Elle avait pour elle les dispositions si favorables de son sol, et ses montagnes qui arrêtaient l'ennemi. Elle avait enfin le respect qu'elle inspirait, et le souvenir de son ancienne gloire, qui, s'il ne servait à l'animer, pouvait au moins rendre ses adversaires moins hardis. Cette race grecque, chez qui l'esprit militaire n'était pas éteint, était encore capable de se mesurer avec Rome. Mais ce qu'elle pouvait faire, peut-être ne le voulut-elle pas.

CHAPITRE PREMIER.

L'aristocratie et la démocratie en Grèce ; guerres civiles dans les cités.

C'est par le régime municipal que la société grecque s'était constituée. L'esprit nouveau de liberté, qu'elle apportait dans le monde, ne pouvait fonder d'abord de grandes sociétés. Si l'on rejetait le despotisme de l'Orient, il fallait renoncer aussi à la grande et calme unité des sociétés orientales. Le morcellement régna donc sur cette terre où déjà la nature, avant l'homme, avait tracé tant de divisions, et que les montagnes et la mer avaient tant découpée. Chaque agglomération d'hommes forma un état; chaque cité fut souveraine. Quelques institutions religieuses rappelèrent aux villes leur fraternité, mais sans diminuer en rien l'indépendance de chacune d'elles.

L'esprit municipal était si puissant chez le peuple grec, qu'il domina le génie de tous ses hommes d'état. La Grèce eut d'admirables législateurs, et les modernes n'ont rien ajouté à leur science de balancer les pouvoirs et d'assurer l'harmonie des éléments divers d'un état. Mais leurs législations n'étaient faites que pour une cité, et se seraient trouvées impuissantes à régir une nation entière. Les philosophes eux-mêmes, qui avaient tout loisir de créer une république idéale, bornaient l'association hu-

maine à l'enceinte des murailles d'une ville; et Platon, dont l'imagination se trouvait embarrassée d'avoir à gourverner un trop grand nombre d'hommes, n'admettait dans sa république que 5000 citoyens.

Le patriotisme des Grecs ne s'étendait guère au-delà des limites de la cité. Comme peu d'hommes avaient la conception nette de la patrie commune, peu d'hommes aussi s'attachaient et se dévouaient à elle. Toutes les affections et toutes les forces étaient données à la cité. Dans la guerre médique, Sparte aurait volontiers livré toute la Grèce pour ne défendre que le Péloponèse. Hérodote ne songe pas à blâmer ces Ioniens qui à Salamine se montrèrent plus acharnés que les Perses eux-mêmes à combattre les Grecs. Thucydide n'est pas non plus très-sévère pour ces Spartiates et ces Athéniens qui envoyaient à la fois des ambassades au grand roi; Aristophane marquait sans la flétrir cette politique d'Athènes sur son théâtre [1]. L'esprit politique des Grécs ne se haussa longtemps qu'à l'idée de cité. Corinthe ne comprenait pas qu'elle eût rien de commun avec Mégare, ni Argos avec Sparte, ni Mégalopolis avec Mantinée. Entre deux villes voisines il semblait le plus souvent qu'il ne pût y avoir que de la haine.

Une des conséquences de l'extrême division était une suite non interrompue de guerres sanglantes. Mais la guerre n'amenait jamais l'unité. Une ville avait-elle été conquise, il fallait la détruire ou l'asservir; car les vaincus n'entraient pas dans l'état et n'avaient aucune part dans la cité. Les Grecs ne comprirent que fort tard qu'un état pût être composé de deux villes jouissant de droits égaux et ayant part toutes les deux au gouvernement com-

1 Aristoph. Acharn.

mun. Très-habiles à donner des lois à une cité, s'ils venaient à agrandir leur puissance, la science du gouvernement leur faisait défaut; et l'on asservissait les villes, faute de savoir les administrer. Or comme aucune ville ne s'était trouvée assez forte pour imposer à la Grèce un gouvernement absolu, la Grèce n'avait jamais pu être unie.

Menacée par des empires puissants, elle avait su plusieurs fois se confédérer. Mais ces essais, tentés en vue d'un danger présent, duraient tout au plus autant que ce danger même. Bientôt nul ne tenait plus à cette alliance, que ceux qui avaient intérêt à la transformer en empire; les autres villes, qui s'étaient montrées empressées à former la confédération, l'étaient plus encore à la rompre, sous prétexte que leur liberté courait des risques. L'esprit de municipalité détruisait rapidement ce que le danger et la prudence d'un moment avaient produit. La Grèce, toujours hésitante entre le besoin d'avoir un pouvoir central et l'amour de la liberté particulière, n'avait jamais pu ni établir l'un ni assurer l'autre, et avait toujours flotté entre le morcellement et la sujétion.

L'exemple de la Grèce ferait croire volontiers qu'aucun régime politique n'offre plus de difficultés que le régime municipal, et qu'une ville est plus malaisée à gouverner qu'une nation. Sur un théâtre plus étroit, les passions sont plus ardentes, les haines plus personnelles, les ennemis toujours en présence. Il faut alors qu'un peuple soit deux fois sage, pour qu'il ne soit pas mal gouverné.

Dans toutes les villes grecques il y avait deux classes, les riches et les pauvres. Au temps de Polybe, l'aristocratie sacerdotale des premiers âges était éteinte; nulle distinction de naissance n'existait plus; la richesse seule établissait des classes dans la cité.

La richesse qui chez les nations modernes développe l'activité, le travail, l'intelligence même et les arts, et qui contribue fortement à l'éclat de notre civilisation, enfantait chez les Grecs la corruption et la guerre civile. Chez nous, grâce à une circulation rapide et généralement juste, elle passe du riche au pauvre et du pauvre au riche, courant de main en main et laissant partout quelque bien-être. Comme elle est d'ordinaire la récompense du travail, elle excite plus souvent les bonnes passions que les mauvaises; elle engendre plutôt l'émulation que la haine, et ne corrompt en général ni le riche, ni le pauvre. Mais en Grèce l'esclavage la rendait inaccessible au pauvre, et la honte s'attachait dans presque toutes les villes au travail qui y aspirait. Il fallait être déjà riche pour pouvoir s'enrichir. L'argent sommeillait. Les riches ne savaient pas le faire couler, parce qu'ils ignoraient toutes les dépenses que le luxe, l'art ou les usages imposent à nos riches. Les pauvres ne savaient pas l'attirer à eux, parce que leur paresse égalait leur sobriété. Ce n'était guère que par l'impôt que l'Etat pouvait adoucir cette inégalité, et établir quelque circulation du numéraire. Aussi l'impôt frappait-il lourdement les riches; on exigeait d'eux des *triérarchies* et des *chorégies* [1]; on rendait leurs magistratures coûteuses. D'autre part, on distribuait le triobole au théâtre et aux assemblées, afin de faire descendre l'argent jusqu'au peuple oisif. Il fallait même quelquefois recourir à la confiscation. Moyens iniques et sans effet qui appauvrissaient quelquefois les riches, mais ne pouvaient enrichir les pauvres. L'inégalité grandissait toujours, puisque les riches seuls pouvaient acquérir, et les fortunes tendaient à se concentrer indé-

[1] ἀξιοῖ οὖν ἄργυρον λαμβάνειν ὁ δῆμος καὶ ἁλῶν καὶ τρέχων καὶ ὀρχούμενος, καὶ πλέων, ἵνα αὐτός τε ἔχῃ καὶ οἱ πλούσιοι πενέστεροι γίνωνται. Xenoph. Resp. Athen.

finiment. A Sparte, à partir du moment où les donations et les achats furent permis, il ne fallut que sept générations pour que le nombre des propriétaires fût réduit de neuf mille à cent.

Qu'on se figure donc dans chaque ville grecque deux classes ou deux sociétés, l'une qui possède et qui s'enrichit chaque jour, fière d'une richesse facile et avide de la conserver; l'autre, indigente à la fois et paresseuse, jalouse autant que misérable, qui convoite la richesse et qui ne sait ni ne peut y parvenir.

Ces deux classes d'hommes devinrent deux factions le jour où les pauvres comprirent qu'une révolution pouvait les faire riches; et à partir de ce jour, il suffit que les pauvres sentissent leur nombre pour que cette révolution fût inévitable.

Toutes les fois que nous voyons une guerre civile dans la cité, les riches sont toujours dans un parti et les pauvres dans l'autre; les pauvres veulent acquérir la richesse, les riches la conserver ou la reprendre. Dans toute guerre civile on cherchait, c'est Polybe qui nous l'apprend, à s'enlever la richesse, ἵνα διάλλωνται τὰς ἀλλήλων οὐσίας [1]. Tout démagogue faisait comme ce Molpagoras de Cios, qui livrait à la multitude ceux qui jouissaient du bien-être, τοὺς εὐκαιροῦντας τοῖς βίοις, massacrait les uns, exilait les autres, et partageait leurs biens au peuple, τὰς τούτων οὐσίας δημεύων, καὶ διαδίδους τοῖς πολλοῖς. Le même historien cite l'exemple de Messène, où le parti démocratique vainqueur exila les riches et distribua leurs biens par lots [2]. Souvent une sédition était suivie d'un partage des terres; quelquefois on se contentait d'une abolition de dettes. Mais toujours l'une ou l'autre de ces deux choses était réclamée par la démocratie. Tite-Live nous avertit que si les

[1] Polyb. XV, 21.
[2] Polyb. VII, 10. (Edit. Didot.)

Etoliens étaient en discorde, c'était à cause du grand nombre des dettes[1]. Il nous montre un ambassadeur romain, qui, appelé comme arbitre en Thessalie, ne put apaiser les troubles qu'en diminuant l'intérêt de l'argent et en fixant des annuités pour le paiement du capital. Ce qui n'empêcha pas un peu plus tard les Etoliens d'abolir leurs dettes, les Thessaliens de suivre leur exemple, et les uns et les autres de se précipiter dans tous les désordres de l'anarchie[2].

Pour que la Grèce fût unie et tranquille, il eût fallu en exclure la richesse et la pauvreté, ces deux maladies des cités. Sparte n'échappa si longtemps aux guerres civiles que parce qu'elle n'avait ni riches ni pauvres. Polybe a raison de faire remarquer que Lycurgue en bannissant l'avarice avait banni les discordes[3]. Mais quand l'argent y eut été introduit par Lysandre, quand surtout il fut permis d'acquérir[4], il y eut aussitôt deux factions, et elles égalèrent en acharnement tout ce qu'on avait vu dans les autres villes.

Ainsi les révolutions n'étaient pas politiques, mais sociales; elles ne déplaçaient pas le pouvoir seulement, mais la richesse. Les mots de démocratie et d'aristocratie n'avaient pas exactement la même valeur qu'ils ont chez nous; les constitutions des villes grecques, au temps de Polybe, se ressemblaient à très-peu près; et dans presque toutes tous les citoyens partageaient également les droits politiques. Ce que nous entendons par le régime démocratique existait donc presque partout. Mais là où une classe peu nombreuse possédait la richesse et y joignait l'influence,

[1] Tite-Live XLII, 5.
[2] Polybe, fragm. hist. 68.
[3] Polyb. VI, 46.
[4] Plutarq. V. d'Agis.

le gouvernement passait pour aristocratique. Là où une abolition de dettes, un partage de terres, ou tout au moins un emprunt forcé venait d'avoir lieu, la constitution était réputée démocratique. Le plus fort des deux partis ne s'en tenait pas à la puissance politique, et chaque coup d'état était signalé ou par une confiscation de la richesse ou par une restitution forcée.

Un des premiers actes de la vie d'Aratus a été remarqué par les écrivains anciens comme peu commun. La révolution qu'il opéra dans Sicyone affranchie ramena une foule d'exilés qu'une révolution précédente, il y avait cinquante ans, avait dépouillés de leurs biens. Il fallait les leur rendre, et ruiner à leur tour ceux qui possédaient ces terres depuis un demi-siècle. Aratus le fit; ce n'est pas là ce qui paraît extraordinaire à Cicéron qui raconte le fait; rien de plus commun au contraire. Mais il se distingua en ce qu'il trouva moyen, à la faveur des largesses d'un Ptolémée, d'indemniser ceux à qui il enlevait les biens. C'est ce dernier trait que Cicéron admire; le premier était habituel [1].

Les mots de tyrannie et de liberté n'avaient pas non plus dans les idées des Grecs le même sens que ces mots ont chez nous. Sous ces deux noms, c'était encore la richesse et la pauvreté qui se faisaient la guerre. La tyrannie n'était qu'une forme de la démocratie, et c'est même ce qui la distinguait de l'ancienne royauté des temps héroïques : « Tandis que la royauté, dit Aristote [2], est établie pour défendre les grands contre le peuple, le tyran n'a pour mission que de protéger le peuple contre les riches. Le tyran a toujours commencé par être un démagogue, et il est de l'essence de la tyrannie de combattre l'aristocratie. » C'est sans doute parce que Philippe aban-

[1] Cicer. de Offic. II, 23.
[2] Aristot. Polit. V, 8.

donne les intérêts de l'aristocratie grecque pour se faire populaire, que Polybe fait entendre qu'il est devenu tyran de roi qu'il était [1]. Cléomène qui abolit les dettes et partagea les terres, Cléomène le roi de la démocratie spartiate avait, dit Polybe, changé la royauté de Sparte en tyrannie [2]. Nicoclès, le tyran de Sicyone, était le chef de la démocratie et avait dépossédé les grands, puisque nous venons de voir qu'un des premiers actes d'Aratus avait été de rendre leurs biens aux citoyens riches que que le tyran avait exilés. Nabis n'était pas non plus autre chose que le chef des pauvres contre les riches. « Il avait jeté le fondement de sa tyrannie en exilant ceux que la richesse ou la naissance mettait au premier rang [3]. » Maître d'Argos, son premier soin fut de confisquer les biens de l'aristocratie, d'abolir les dettes et de partager les terres [4]. Même politique à Sparte; il donne des champs aux pauvres et aux esclaves la liberté [5]. Est-il en guerre contre l'Achaïe et Flamininus, il trouve dix mille Laconiens qui prennent les armes pour lui, tant il est populaire; mais aussi pour assurer sa résistance, il lui faut massacrer les quatre-vingts plus riches citoyens de Sparte [6].

Voilà ce qu'enfantait chez les Grecs l'inégalité des fortunes. Et ici se montre bien l'absence de vues politiques et sociales chez ce peuple si grand néanmoins par l'intelligence. Chacune de ces révolutions presque journalières aurait dû les avertir de travailler à en prévenir le retour, en donnant à la richesse une répartition plus légitime, ou à la pauvreté des conditions meilleures, en

[1] Polyb. IV, 77.
[2] Polyb. II, 47.
[3] Polyb. XIII, 6.
[4] Tite-Live XXXII, 38, 40.
[5] Polyb. XVI, 12.
[6] Tite-Live XXXIV. Diodore XXVII, 1.

adoucissant et en faisant tolérer l'inégalité. Tous devaient chercher la solution de ce problème, les pauvres pour avoir le bien-être, les riches pour le conserver, et les bons citoyens pour assurer le repos de l'Etat. C'est à quoi les Grecs ont le moins songé. Aristote fait un traité de la science économique, et ce point, le plus important de tous, est le seul qu'il oublie. Aussi tous les lendemains de révolutions se ressemblaient-ils; les riches étaient exilés pour le moins, et leurs biens partagés entre les plus intrigants du peuple. La richesse n'ayant fait ainsi que changer de mains, la même inégalité subsistait entre les fortunes avec plus d'iniquité; il fallait courir à une nouvelle révolution, et cet état social forçait le peuple et l'aristocratie tour à tour à conspirer contre la patrie. Cela dura depuis la guerre médique jusqu'à la conquête de la Grèce par les Romains.

Que pouvait devenir alors l'amour de la patrie? Le patriotisme, qu'il ne faut pas confondre avec l'amour du sol natal, n'est pas, comme lui, un sentiment instinctif, invincible, imposé par la nature extérieure à toutes les générations qui habitent un même territoire. Le patriotisme est un sentiment plus libre, plus variable, soumis aussi à plus de conditions. On aime sa patrie, c'est-à-dire sa cité ou sa nation, si l'on en aime les lois, si l'on en aime les chefs, si l'on est attaché à ses coutumes. On l'aime pour l'éducation qu'on a reçue d'elle, pour les beaux exemples qu'on y trouve, pour les vertus qu'elle enseigne. On l'aime enfin, à condition que l'on soit convaincu qu'on lui doit son bonheur et le calme dont on jouit, qu'on ne pourrait se passer d'elle, qu'elle vaut mieux que toute autre cité, que ses lois sont plus justes, ses décisions plus saintes, sa gloire plus éclatante. Le patriotisme alors est un mélange de reconnaissance, de respect, de confiance et de fierté. Que ces sentiments viennent à

s'éteindre chez les citoyens, par le vice des institutions, par les guerres civiles, par les fautes ou les malheurs des gouvernants, et vous essaierez en vain de réveiller le patriotisme.

Dans la plupart des cités grecques, au temps de Polybe, pouvait-on aimer des lois toujours sujettes aux révolutions, toujours nouvelles et prêtes à périr, presque toujours le fruit de la violence et dont un parti était toujours victime? Les pauvres accusaient les lois de leur misère, les riches des confiscations qui les frappaient. Les deux moitiés des habitants étaient tour à tour persécutées et persécutrices, et un concitoyen était un ennemi dont on convoitait la richesse ou dont on craignait l'insurrection. L'exil, dont les républiques grecques se faisaient un jeu, sans en prévoir les funestes résultats, apprit d'abord aux hommes à se passer de la patrie, plus tard à la combattre. Les proscriptions, les guerres civiles, la rentrée dans la ville à main armée, habituèrent peu à peu les hommes à considérer la cité comme une ennemie. On alla plus loin : de la haine, qui n'était d'abord que passagère, on passa à une indifférence habituelle. Chacun n'aima plus sa patrie, qu'autant que sa faction y régna, ou plutôt la patrie fut oubliée, et toutes les pensées, tous les vœux, toutes les forces furent pour la faction. L'état fut sans pouvoir et ne trouva plus dans ses membres ni amour ni soumission. Les âmes perdirent peu à peu le sentiment des devoirs envers la patrie. On oublia qu'on devait respecter ses lois et ses jugements, et l'insurrection parut être un droit légitime.

Le citoyen cessa d'appartenir à la cité; il alla servir des étrangers, et versa, pour quiconque voulait le payer, ce sang dont il devait compte à sa patrie. Sans parler de Cléarque et de ses 13,000 soldats, d'Iphicrate et d'Agésilas en Egypte, de Memnon et de ses 50,000 Grecs, nous voyons, au temps de Polybe,

les Achéens eux-mêmes à la solde des Egyptiens ou des Carthaginois. Philopémen, au moment où sa patrie était engagée dans une guerre, commandait des mercenaires en Crète [1]; Lycortas et Polybe auraient été combattre en Egypte, au temps de la guerre de Persée, si la ligue le leur eût permis [2].

Le Grec, avide et sans respect pour l'état, ne craignit pas de s'enrichir à ses dépens. Il vécut du trésor public, c'est-à-dire, les gouvernés du *theoricum* et du *triobole*, les gouvernants de l'intrigue, de la vénalité et de la concussion. Il y avait des villes où il fallait que le magistrat qui avait la clef du trésor public changeât tous les mois, d'autres tous les jours. « Ne confiez pas à un grec, dit Polybe, la gestion d'un talent, sans exiger dix cautions, dix serments et vingt témoins; et encore vous trompera-t-il [3]. »

Tous les étrangers savaient que les Grecs étaient à vendre, soit individuellement et en secret, soit ouvertement et par villes. Eumène osa offrir de pensionner le Sénat achéen, qui refusa, il est vrai, mais qui accepta les présents intéressés de Ptolémée [4]. Séleucus, près de conquérir l'Egypte, eut soin de répandre cent talents parmi les Grecs, et Polybe dit de Persée que, pour peu qu'il l'eût souhaité, il pouvait acheter la Grèce [5].

Enfin les Grecs n'étant plus retenus par aucun amour pour leur cité, ne virent plus de raison pour ne pas rechercher l'alliance et l'appui des étrangers. Chacun leur livra la Grèce, et ne leur demanda en retour que le triomphe de sa faction.

Le patriotisme est une source féconde de vertus privées. Il crée au haut de l'échelle les grands hommes, et au bas les hon-

[1] Plutarq. Parall. de Philop. et de Flamin. et V. de Philop. 18,
[2] Polyb. XXIX, 10.
[3] Polyb. VI, 56.
[4] Polyb. XXVII, 7. Diodor. XXIX, 17.
[5] Polyb. XXVIII, 9.

nêtes gens. L'habitude de la soumission à la loi donne aux âmes la droiture; l'orgueil national fortifie et élève les caractères. Quand on redoute de faire le mal dans la cité, on répugne aussi à le faire dans la maison. C'est toujours un bon frein pour le mal, un puissant stimulant au bien que le respect de l'état. La nature humaine, livrée à elle seule, est faible, intéressée, ignorante et prompte au mal. Il faut nous entr'aider, nous unir et nous serrer les uns contre les autres pour nous défendre contre tant d'erreurs et de fautes. Chacun sent son impuissance et va chercher hors de lui-même des conseils ou des appuis; il en demande à la religion, à la loi, à la coutume, à l'opinion des hommes. La religion chez les Grecs avait peu d'autorité sur les âmes; elle n'avait pas comme chez nous la surveillance des mœurs, le dépôt de la morale, l'empire de la conscience. Le prêtre n'étant que le ministre du culte et ne paraissant que dans les cérémonies, n'exerçait aucune direction sur les actes de la vie privée. — Les anciens n'avaient pas, comme les sociétés modernes, le sentiment de l'honneur, ce fruit de la distinction des classes, né chez les plus hautes de l'idée qu'elles avaient de leur dignité et de leurs devoirs, et qui a gagné de proche en proche le reste de la société. Ce sentiment, qui est un composé d'orgueil et de désintéressement, ce respect de soi qui commande le sacrifice, cette soumission à certaines lois convenues, qui nous égare souvent, mais qui est plus souvent un bon guide, cet honneur enfin qui n'est pas la vertu, mais qui la rend plus facile et qui double nos forces, n'existait pas chez les Grecs. Ils n'avaient plus l'orgueil de la naissance, qui porte souvent au bien, puisqu'ils n'avaient plus de grandes familles. Restait le respect et l'amour de la cité, comme dernier conseiller et dernier soutien.

On conçoit alors quel vide dut produire dans les âmes la perte du patriotisme. Le respect du foyer domestique, l'amour de la famille périt avec lui. Ceux qui dans la vie publique ne cherchaient que la satisfaction de leurs intérêts, pouvaient-ils avoir une autre règle dans la vie privée? Quelles vertus pouvait inspirer ou la richesse convoitée, ou la richesse mal acquise? Quel sentiment de justice pouvait durer dans les relations entre des citoyens habitués aux guerres civiles, dans des pays où l'on voyait les tribunaux fermés durant vingt ans de suite [1], et où la cité occupée des luttes des factions n'avait pas le temps d'établir la justice entre les particuliers? « La population entière, dit Polybe, était livrée à l'orgueil, à l'avarice, à la paresse. » Le même historien signale un autre symptôme de corruption : on ne voulait plus ni se marier, ni nourrir les enfants nés en dehors du mariage [2]. Ainsi, pour fuir les difficultés et le travail de la vie, on se réfugiait dans le célibat; on oubliait la famille comme la patrie.

L'habitude de la guerre civile, en détruisant le repos, l'aisance, la sécurité et la confiance, affaiblit toujours dans les cœurs l'idée des devoirs réciproques, et éteint tout sentiment d'humanité. Cela est vrai surtout lorsqu'au lieu de combattre pour des principes, qui du moins élèveraient l'âme, on ne se dispute que la richesse. Que les esprits et les cœurs n'aient plus d'autre pâture que de pareilles luttes, que les passions politiques entretenues par l'avidité se développent dans l'âme sans y rien trouver qui leur fasse diversion, et bientôt les relations sociales seront altérées, la vie privée sera aigrie, tous les sentiments seront dénaturés, et il se formera une génération d'hommes qui

[1] Polyb. XX, 6.
[2] Polyb. XXXVII, 4.

ne vivront que pour se haïr, se combattre et s'égorger tour à tour. Aristote dit que les aristocrates faisaient ce serment : « Je jure d'être l'ennemi du peuple, et de ne faire ni paix ni trève avec lui[1]. » Rarement le vainqueur se contente de l'exil du vaincu; il le massacre, tantôt par vengeance, et tantôt par précaution. On peut appliquer à presque toutes les villes grecques ce que Polybe dit d'une ville arcadienne, « où ce n'était que meurtres, proscriptions et pillages réciproques[2]. » Dans cet état des esprits la clémence était toujours punie, la confiance était une faute. Polybe reproche à Archidamus de s'être fié à Cléomène[3]. A Cinetha, en Arcadie, la faction achéenne et aristocratique, après bien des luttes, l'avait enfin emporté. Mais elle se laissa aller à la pitié, et rouvrit les portes de la ville aux exilés du parti contraire. Il est vrai qu'on leur fit jurer sur les autels des Dieux et par les plus grands serments qu'on pût demander à des hommes de ne pas troubler l'ordre établi. « En vérité, ajoute Polybe, je crois que c'était au moment même où, la main sur le flanc de la victime, ils prononçaient ces serments, qu'ils méditaient la ruine de leur patrie. » Il ne fallut en effet que quelques jours pour qu'ils livrassent la ville aux Etoliens[4].

Chaque parti eut ses crimes : l'aristocratie de Thèbes assassina Brachylles, le chef du parti contraire; à Messène elle égorgea Philopémen. Cette même ville avait vu, un an auparavant, ses deux cents plus riches citoyens massacrés par la démocratie. Aristomaque à Argos, Nabis à Sparte, proscrivent ou assassinent les riches. Philippe est soupçonné d'avoir empoisonné Aratus[5].

[1] Aristot. Politic. V, 9.
[2] Polyb. IV, 17.
[3] Polyb. VIII, 1.
[4] Polyb. IV, 17, 18.
[5] Polyb. VII, 10, 14. Tite-Live XXXII, 21. Plutarq. V. d'Aratus, 55.

A Athènes, la violence des factions s'était affaissée de lassitude; c'était alors pour Sparte le commencement des troubles et des luttes. En une seule année, au début de la guerre sociale, elle vit deux fois ses éphores égorgés, et la seconde fois sur l'autel même de Minerve. Il faut remarquer ce caractère particulier des Grecs; ni la religion, ni les liens du sang, ni ceux de l'amitié, ne sont rien auprès de l'intérêt du parti; Dion est assassiné par un ami; Timoléon tue son frère.

Déjà au temps de Thucydide on en était venu à changer la signification des mots : « Tout oser était montrer du zèle; l'homme violent était un homme sûr. Il était louable de rendre le mal reçu, mieux de faire le mal le premier. Il n'était pas d'excès que ne se permît l'audace. » Ainsi les guerres civiles ont altéré toutes les idées, tous les principes de la raison; elles ont changé les mœurs et jusqu'au langage; elles ont renversé le cœur humain.

Polybe va plus loin encore; il nous apprend que la culture des terres, les tribunaux, le soin des sacrifices, les fêtes et les cérémonies religieuses étaient abandonnés au milieu de ces guerres, et qu'il venait des temps où tout cela tombait en oubli [1]. C'est que les Grecs vivent dans la guerre civile depuis dix générations; elle est devenue l'état habituel, régulier, normal de la race; on y est né, on y vit, on y mourra. Il n'y a presque plus dans l'existence des individus ou des cités aucun acte, aucune ambition, aucune pensée qui ne soit rapportée à cette lutte des partis.

---

[1] Polyb. V, 106.

CHAPITRE II.

Quelques hommes modérés; Philopémen et Polybe.

Au milieu de ces déplorables luttes et de ces crimes, il ne se pouvait pourtant pas qu'une race cultivée et intelligente comme la race grecque ne produisît au moins quelques hommes sages. Etudions ces hommes à leur tour. S'ils ne sont pas tout-à-fait exempts de l'esprit de faction, du moins pouvons-nous supposer qu'ils ne se laissent pas complètement dominer par lui. Voyons donc par eux jusqu'à quel point la sagesse savait se garder de ces passions, ce qu'elle pouvait sauver de l'âme humaine, et ce qu'elle leur en sacrifiait; nous pourrons voir alors si elle était un remède suffisant aux maux du pays.

Lorsque naquit Polybe, l'Achaïe était presque le seul endroit de la Grèce où la modération fût encore possible. L'habitude de la guerre civile manqua longtemps à l'Achaïe; les passions y étaient donc moins violentes qu'ailleurs. Nul n'avait de vengeances à exercer ni à craindre; les caractères y étaient donc plus calmes, et l'esprit public plus sage. L'Achaïe avait bien comme toute la Grèce ses riches et ses pauvres; mais les pauvres ne s'étaient pas encore organisés en faction et n'avaient pas forcé les riches à en faire autant. Les villes étaient généralement petites, sans industrie et presque sans commerce; la richesse qui

a sa source dans l'agriculture est celle que le pauvre respecte le plus longtemps; et elle était d'ailleurs assez généralement répartie pour ne pas opposer d'une manière trop choquante l'opulence et la misère. Les riches y étaient moins impérieux, les pauvres moins cupides qu'ailleurs; et les crimes des révolutions ne les avaient pas rendus irréconciliables.

Aussi le gouvernement de l'Achaïe était-il dirigé par un certain esprit de sagesse qui ne se voyait guère chez les autres Grecs. L'aristocratie y jouissait de la puissance que donnent la supériorité de la richesse et celle de l'esprit; mais elle savait la ménager. Elle combattait énergiquement le peuple au dehors et le flattait chez elle. Le gouvernement était démocratique par les institutions, aristocratique seulement par l'esprit. « On ne trouve nulle part ailleurs, dit Polybe, plus d'égalité, de liberté, et de véritable démocratie. » En effet, tous les citoyens avaient des droits égaux; tous indistinctement pouvaient prendre part aux assemblées générales de la ligue. Mais il ne faut pas juger l'état politique et social d'une ville grecque d'après sa constitution écrite. L'égalité et la liberté que la loi proclamait presque partout étaient tantôt tempérées et tantôt poussées à l'excès, suivant les mœurs, l'esprit public, et l'ascendant de l'une ou l'autre classe. La lettre des constitutions était à peu près partout la même; mais sous les mêmes lois l'aristocratie et la démocratie pouvaient régner tour à tour. Il faut donc d'autres signes que la constitution pour distinguer quel parti a la puissance. Nulle part en Grèce, à cette époque, l'aristocratie ne domine en vertu de droits écrits et avoués. Si elle peut régner, c'est par surprise, c'est par adresse, c'est surtout en laissant ignorer au vulgaire qu'elle règne.

Ainsi, chez les Achéens, la loi est pour le peuple, mais le pou-

voir est à l'aristocratie. La loi accorde au peuple l'élection du stratége [1]; mais comme cette magistrature est ruineuse [2], il faut bien que le stratége soit choisi dans la classe riche. En Achaïe, les jeunes gens des principales familles forment le corps de la cavalerie. Plutarque signale l'autorité et la puissance de ce corps qui dispose des honneurs; et Polybe nous dit que tous ceux qui aspiraient à devenir stratéges avaient grand soin de le flatter [3].

Le peuple avait autant de droits qu'il en pouvait demander. De l'assemblée générale, à laquelle tous les citoyens étaient admis, émanaient tous les pouvoirs; elle nommait les magistrats, décidait la paix et la guerre, et jugeait même au besoin les stratéges. Nous voyons Aratus après une expédition malheureuse se défendre devant le peuple [4]. Mais l'habileté aristocratique s'était prémunie contre la dangereuse puissance de cette assemblée. On n'y entrait qu'à l'âge de trente ans; c'était déjà une garantie; les plus remuants étaient écartés. Pour s'y rendre d'ailleurs il fallait quitter sa ville et son travail; peu d'hommes avaient la pensée ou la faculté de le faire. Polybe nous avertit que le peuple des basses classes s'abstint longtemps d'assister aux assemblées [5]. La réunion générale n'avait lieu qu'une fois l'an et à une époque fixée. Hors de là le peuple ne pouvait être convoqué que par un décret des magistrats, et seulement pour un sujet déterminé et indiqué à l'avance. Tant de formalités entraînaient des lenteurs, des embarras; on répugnait à convoquer le peuple. Nous ne voyons d'ailleurs soumettre à ses décisions que les questions de

[1] Polyb. IV, 14; XXVI, 3; XL, 1.
[2] Polyb. XXVIII, 7.
[3] Polyb. X, 22. Plutarq., Philop. 7, 18. Tite-Live XXXIX, 49.
[4] Polyb. IV, 14.
[5] Polyb. XXXVIII, 4.

paix, de guerre et d'alliance; tout ce qui est relatif à la politique intérieure est soigneusement écarté des yeux du peuple. En l'absence de l'assemblée et sans attendre aucunement ses ordres, un Sénat composé des délégués des villes juge et expédie toutes les affaires. Le stratége, nommé pour un an, n'est en réalité que le président du Sénat et le chef de l'armée. La véritable puissance n'appartient ni à lui ni au peuple, mais au Sénat.

Tout cela forme un mélange de démocratie et d'aristocratie, où celle-ci domine, mais sans excès et sans violences.

Cet esprit de sage aristocratie se montre surtout dans la ville arcadienne de Mégalopolis. Elle datait de l'année qui avait suivi la bataille de Leuctres et se trouvait la dernière fondée des cités grecques. Elle n'avait dans son histoire passée aucun sujet de discordes ni de haines. Son peuple était sage; on ne voyait pas chez lui de partis; pendant les deux siècles de son indépendance il suivit toujours la même voie. L'aristocratie y fut toujours modérée; la démocratie n'y pénétra jamais. La pensée d'Epaminondas vivait chez ce peuple; c'est elle qui inspira Philopémen [1].

La cité de Mégalopolis ne se démentit jamais dans sa haine pour le parti populaire. Comme toute l'aristocratie de la Grèce, elle se déclara pour Philippe, père d'Alexandre [2]. Lorsque plus tard Polysperchon, en lutte contre Cassandre, souleva dans toutes les villes le parti démocratique, et qu'à son instigation la multitude déchaînée dans toutes les villes massacra ou exila les riches, seule Mégalopolis fut exempte de ces troubles et de ces violences, et resta fidèle à l'aristocratie et à l'amitié de Cassandre. Polysperchon courut l'assiéger avec toutes ses forces; il ne

[1] Plutarq. V. de Philop. 3.
[2] Polyb. IX, 28; XVII, 14. Pausanias VIII, 30.

trouva pas un seul partisan dans la ville, et il dut se retirer devant l'accord et l'énergie des citoyens[1]. Mégalopolis combattit sans relâche la démocratie; elle se laissa assiéger par Agis, renverser et brûler par Cléomène, sans jamais accepter de paix avec les tyrans. Elle fut la première à appeler Antigone Doson dans le Péloponèse, et ce furent ses soldats qui donnèrent au régent de Macédoine sa victoire de Sellasie. Polybe fait d'elle ce rare éloge, que Cléomène n'y avait pas un ami, n'y pouvait pas trouver un traître. Il n'en était pas ainsi dans les autres villes, même de la ligue. Cléomène avait ses partisans dans Argos, dans Trézène, dans Epidaure, dans Corinthe, et jusque dans Sicyone, sous les yeux d'Aratus. C'était partout la faction démocratique, à qui il faisait espérer une abolition de dettes[2].

Mégalopolis, fondée par Epaminondas pour être la capitale de l'Arcadie, devint la ville la plus importante de la confédération achéenne. Après Aratus, presque tous les hommes qui ont été à la tête de la ligue, étaient nés à Mégalopolis. C'est la constance de sa politique, bien plus que sa force matérielle, qui avait fait donner à cette ville la direction de la confédération, et tant qu'elle la conserva, c'est-à-dire jusque vers le temps de la guerre de Persée, elle inspira à l'Achaïe une politique aristocratique.

Philopémen était de Mégalopolis; par sa naissance il appartenait à l'aristocratie. Il eut pour maîtres deux philosophes académiciens, mais qui paraissent avoir été moins soucieux de lui apprendre des théories spéculatives que les principes du gouvernement aristocratique. Ces deux hommes, Ecdémus et Démophanes, avaient fui le gouvernement des tyrans, avaient vécu

[1] Diodor. XVIII, 68.
[2] Plutarq. V. de Cléom.

dans l'exil, et n'étaient revenus dans leur patrie que pour l'affranchir. Ces mêmes hommes s'associèrent à Aratus pour chasser Nicoclès de Sicyone. Tels furent les premiers maîtres de Philopémen [1].

Polybe est l'élève de Philopémen et le fils de Lycortas. Ces trois hommes ne forment presque qu'un même personnage, tant leur politique a été une au milieu de circonstances très-diverses. Ils sont les sages de la Grèce; ils sont du petit nombre de ceux que l'intérêt personnel ou la haine ne domine pas complètement et qui donnent la meilleure part de leurs pensées à la recherche du bonheur public. Polybe s'élève au-dessus des misérables intérêts qui divisent ses concitoyens. Au moment même où la plupart des Grecs ne songent dans chacune de leurs révolutions qu'à enlever ou garder la richesse, il leur rappelle que la véritable science du gouvernement se propose un autre but, « celui de mettre dans la vie privée la vertu et la sagesse, dans la vie publique la douceur et la justice [2]. »

Les maux de la Grèce l'ont vivement frappé ; on reconnaît dans son livre qu'il y a cherché un remède. Il a étudié ces partis qui déchirent les cités, et il a vu également les excès et les vices de chacun : les riches sont ambitieux, les pauvres sont turbulents et cupides. Si les divers gouvernements sont justes et modérés à l'origine, l'abus se glisse bientôt en eux ; la royauté se change vite en tyrannie, l'aristocratie dégénère en oligarchie violente, la démocratie se corrompt et la multitude devient plus forte que la loi. Dès lors chacun de ces gouvernements est impuissant à régir la société; car les excès soulèvent trop de haines et appellent un châtiment et une vengeance; la royauté

[1] Poyb. X, 22. Plutarq., Philop. 1.
[2] Polyb. VI, 47.

alors est renversée par les grands, l'aristocratie tombe frappée par le peuple, la démocratie enfante un tyran. Le cercle des révolutions tourne ainsi sans fin, par cela seul que chacun de ces gouvernements a été porté à l'excès. Or ces abus sont inhérents à chacun d'eux « comme la rouille au fer, comme le ver au bois. » Nul n'y peut échapper ; chacun a en lui-même son vice et en même temps son germe de destruction. Ainsi tous les partis, aux yeux de Polybe, sont également condamnables ; tous sont rongés par une maladie originelle. Les guerres civiles, la série des révolutions, les malheurs de la Grèce sont imputables à leurs excès. Le remède n'est donc pas dans le triomphe de l'un d'entre eux ; ni la royauté, ni l'aristocratie, ni la démocratie ne peuvent sauver la Grèce.

Mais Polybe, en juge impartial, voit aussi les mérites de chacun de ces gouvernements. La royauté lui semble juste et bonne, à condition du moins qu'elle se fonde plus sur la raison que sur la force. Il aime l'aristocratie, ce gouvernement des meilleurs, pourvu que le pouvoir se rencontre avec la vertu et la sagesse. L'égalité lui paraît aussi un bien précieux, et la volonté du grand nombre est pour lui la véritable source de toute puissance légitime; il aime donc la démocratie, du moins si le peuple « a conservé l'habitude d'adorer les Dieux, de respecter la vieillesse et d'obéir aux lois. »

Cette idée qu'il y a quelque chose de bon dans ces trois gouvernements a fait penser à Polybe, comme à quelques sages d'autres époques, que le meilleur système de politique serait celui qui les réunirait tous les trois; il semble en effet désirable de prendre à chacun d'eux ses qualités, en se gardant de ses vices. Que la royauté, l'aristocratie et la démocratie s'associent donc et se confondent dans la cité. Isolé, chacun de ces gouvernements a en-

fanté des maux sans nombre pour la Grèce; que l'on essaie donc de les unir. Il n'est pas besoin de porter la hache dans la société grecque, de faire disparaître par la violence tout un parti, à supposer que cela soit possible. Ce que veut Polybe, au contraire, c'est que tous les partis s'unissent pour concourir au gouvernement de l'état; c'est que la cité n'ait à regretter les forces d'aucun d'eux, et que tous puissent contribuer à son bonheur. Le gouvernement qu'il souhaite à la Grèce, c'est celui où toutes les factions sont unies, c'est-à-dire où il n'y a plus de factions.

Il y a donc encore en Grèce quelques hommes sages, qui ne s'abandonnent pas tout entiers aux passions politiques, qui détestent les excès et redoutent les luttes; qui ne veulent appartenir à aucun des deux partis extrêmes, et qui essaient de tenir le milieu entre ces deux ennemis acharnés qui se disputent les cités.

Mais la sagesse de quelques hommes ne supplée pas à la sagesse qui manque à une nation. Polybe voudrait confondre tous les partis dans l'état; il ne songe pas qu'il ne peut y faire entrer la royauté, l'aristocratie et la démocratie sans y faire entrer en même temps bien des passions et bien des haines. Ces systèmes si bien ordonnés des hommes réfléchis sont trop compliqués, et les rouages en sont trop délicats pour la main des peuples; ils les brisent en y touchant.

Polybe n'est pas d'ailleurs absolument impartial. En détestant les deux factions, sa haine doit être plus vive pour celle du peuple. Par sa naissance et par son éducation, il appartient à l'aristocratie; seulement il en craint l'excès; en la limitant, il veut la sauver de son plus grand ennemi, l'abus.

Il se distingue donc de la plupart de ses concitoyens en cela seulement qu'il est plus modéré qu'eux. Mais pourra-t-il

faire partager cette modération à la société grecque? Pourra-t-il même la conserver toujours en lui? Qu'il se trouve en face de la démocratie et de ses exigences, que de cette hauteur paisible d'où il considère les constitutions en philosophe, il se trouve porté tout-à-coup dans la mêlée, la modération ne lui sera plus possible; car il est homme; il faudra prendre un parti, se décider résolument et combattre. Telle est précisément l'histoire de sa vie. Il a toujours cherché à se détacher des factions, il a voulu rester neutre entre l'aristocratie et la démocratie. Mais les circonstances ne permettaient pas cette impartialité; et au moment décisif, il a dû agir exactement comme s'il appartenait à une faction.

Même dans son livre il n'est pas sans se contredire; l'homme ne peut pas être tout entier sagesse et raison. Polybe disserte-t-il, c'est en philosophe; mais s'il agit ou s'il raconte, l'homme d'action et l'historien n'ont pas toujours le même désintéressement et la même modération. Il ressent, lui aussi, en dépit de ses principes, ses haines et ses affections. Il déteste du fond du cœur le parti populaire, ce parti des brouillons, comme il l'appelle, τοὺς κακεκτάς. Il ne manque aucune occasion de rabaisser les villes où il est en vigueur. Sa haine contre les tyrans éclate à chaque page. « Le nom de tyran, dit-il, n'entraîne-t-il pas avec lui l'idée de la plus grande iniquité? ne comprend-il pas tous les crimes dont la nature humaine est capable?[1] » Et ailleurs: « Le meurtre d'un tyran, dit-il encore, est un titre de gloire.[2] » Il avoue pourtant qu'à Syracuse Hiéron a acquis le pouvoir sans massacrer, sans exiler aucun citoyen; « mais de tout ce qu'on

[1] Polyb. II, 59.
[2] Id. II, 56.

peut voir, c'est la chose la plus étonnante. [1] » Nabis est regardé par lui comme un monstre dont toutes les actions ont été des crimes.

Philippe est un bon roi tant qu'il se conforme à la politique aristocratique d'Aratus ; l'abandonne-t-il, il devient un odieux tyran, qui ne respire plus que le vice, la cupidité et le sacrilége [2].

Il est si facile à l'homme de se faire illusion. On croit être sage, et l'on est passionné ; on est impartial dans l'instant où l'on réfléchit, et l'instant d'après les préférences et les haines se trahissent. Quel homme est assez fort avec son seul génie pour résister à l'action puissante et incessante des premières idées reçues ? Il est rare et difficile d'être soi ; on prend les pensées et les sentiments comme le langage des autres hommes. Polybe est né grec, et par conséquent il est attaché à une faction. Pour être parmi les plus modérés dans son parti, il n'en est pas moins du parti aristocratique.

Ainsi les sages eux-mêmes sont dominés par ces luttes qui remplissent la vie des cités ; ils ne peuvent échapper aux factions ; ils peuvent encore moins les extirper de la Grèce et rendre le calme à leur pays.

---

1 Polyb. VII, 8.
2 Id. V, 77.

CHAPITRE III.

Une ligue aristocratique et une ligue démocratique.

Les querelles des partis remplissaient donc la vie publique; ces passions et ces haines étaient maîtresses des âmes. Nous avons vu qu'elles avaient peu à peu étouffé le patriotisme et détaché les hommes de la cité. L'indépendance de la cité était devenue moins précieuse que le triomphe du parti. Cet état des esprits amena un système nouveau de relations entre les villes.

Au temps de Polybe, on avait cessé de distinguer deux races dans la Grèce, et les noms de Doriens et d'Ioniens étaient oubliés; Polybe n'emploie jamais ces mots; il semble qu'il les ignore. La haine contre les villes puissantes était aussi calmée, et la raison en était qu'il n'y avait plus guère de villes puissantes; les siècles passés avaient abattu tout ce qui dépassait le niveau commun. La jalousie des Grecs et l'adresse des étrangers avaient réussi à écraser Athènes. Thèbes était méprisée. Sparte était redoutée tout au plus des Péloponésiens, et elle avait perdu son prestige et sa force, depuis que ses guerres civiles la confondaient parmi les autres cités grecques. La haine avait naturellement diminué avec la crainte; on voyait quelquefois unies Sparte et Messène elles-mêmes.

Restait une seule cause de guerre, les factions, et elles eurent la force d'entretenir ce que l'antipathie des races, la crainte et la jalousie avaient d'abord enfanté. C'étaient les querelles des partis qui engendraient au temps de Polybe les querelles des villes. Les factions, d'une cité à l'autre, se regardaient comme solidaires. Le parti vaincu dans une ville allait chercher refuge et secours dans la ville voisine, qui ne manquait guère de travailler à le rétablir; de là la crainte, la haine, et de perpétuelles rancunes. Quand nous voyons deux cités se combattre, c'est presque toujours que l'une est gouvernée démocratiquement, et que l'autre a à sa tête une aristocratie.

Il en fut de même pour les alliances. Lorsque deux villes étaient en guerre, chacune se cherchait d'abord une alliée. Elle trouvait sans peine une ville qui eût les mêmes intérêts et les mêmes passions qu'elle, c'est-à-dire où dominât le même parti. C'était un lien. Ainsi Mantinée ayant à combattre Mégalopolis s'unissait à Sparte; Mégalopolis à son tour s'unissait à Messène. Les alliances gagnant ainsi de proche en proche, la Grèce finissait par être partagée en deux ligues.

Ces confédérations nouvelles ne ressemblaient en rien à celle que le péril commun de la guerre médique avait fait naître. C'était proprement une même faction qui, faisant abstraction des cités, se confédérait dans plusieurs villes. Or, comme il y avait deux factions en Grèce, deux ligues y étaient possibles, mais non pas une seule.

Les Etoliens s'élevèrent avec une rapidité telle, que leurs commencements sont inconnus, et qu'on ne voit pas comment ils ont grandi. Avant la fondation de la puissance macédonienne, la Grèce craignait déjà d'avoir à leur obéir [1]. Seuls, ils tinrent

[1] Polyb. IX, 34.

tête plus tard à Antipater, et osèrent résister aux Gaulois de Brennus. Aratus n'avait pas encore affranchi Sicyone que leur ligue comprenait déjà presque toute la Grèce du Nord, les deux cinquièmes du Péloponèse, des villes de Thrace, Lysimachie, Chalcédoine et jusqu'à des villes d'Asie [1]. Il n'y avait presque que leurs plus proches voisins, les Acarnaniens à côté d'eux, et les Achéens en face, qu'ils n'eussent pas réussi à s'adjoindre.

Il est toujours grand pour un peuple de soumettre d'autres peuples, d'étendre sa force ou son influence loin de soi, de faire partager ses destinées à un grand nombre d'hommes et de cités. Cela suffirait presque à justifier les Etoliens des injures que l'achéen Polybe leur prodigue et que Tite-Live répète. S'ils n'avaient eu d'autres vertus que la rapacité, l'avarice, le mépris des Dieux et des serments [2], on aime à supposer qu'ils ne se seraient jamais placés à la tête de la Grèce. Ils n'auraient pas trouvé tant d'amis, s'ils n'avaient eu « des Grecs que la langue, et des hommes que la figure [3]. » Sous les traits odieux dont leurs ennemis les ont peints, on reconnaît un peuple plus énergique et moins amolli que le reste des Grecs. Comme soldats, ils étaient certainement les premiers de la Grèce; ils l'étaient peut-être aussi comme politiques; car ils furent longtemps les seuls qui comprirent les vues de Rome, et qui surent lui opposer à la fois du courage et de l'adresse. Polybe prétend que Flamininus détestait leur avidité; il ne détestait que leur force.

Il paraît évident que les Etoliens n'avaient pas pu fonder leur empire par la seule puissance des armes. S'ils dominaient dans un si grand nombre de villes, c'est que dans chacune un parti les

[1] Polyb. IV, 3; IV, 9; XV, 23; XVIII, 21. Tite-Liv. XXXII, 33.
[2] Polyb. II, 3. II, 45; IX, 38.
[3] Tite-Liv. XXXIV, 24.

soutenait. C'était le parti populaire. Polybe se garde bien d'insiste sur ce point. Il est plus désireux de rendre les Etoliens odieux à la postérité que de lui laisser voir les causes de leur élévation; et il aime beaucoup mieux les représenter comme des gens avides qui s'emparent des villes contre les traités, que de nous dire qu'ils étaient appelés et soutenus par un parti dans ces villes mêmes. Une seule fois il indique l'étroit rapport qu'il y avait entre le parti populaire de chaque cité et la ligue étolienne, lorsqu'il nous montre la ville de Cios, en Bithynie, à la fois livrée à tous les abus de la démocratie et gouvernée par les Etoliens [1]. Cette même politique de ce peuple nous est encore révélée par ce qui se passa à Opunte, en 197; la démocratie appela les Etoliens, et la faction des riches les chassa [2]. Il en était ainsi à Sparte, où le même parti qui renversait les institutions aristocratiques d'Antigone et qui voulait rappeler Cléomène, commençait par se fortifier en introduisant dans la ville les Etoliens [3]. L'esprit démocratique régnait avec force parmi ces montagnards; l'aristocratie ou n'existait pas ou n'osait pas lever la tête; et ce gouvernement populaire était assez fort ou assez hardi pour décréter l'abolition des dettes en Etolie [4], et la faire espérer partout.

Mais si les Etoliens trouvaient dans chaque ville des partisans, ils avaient aussi des ennemis dans chacune; c'est ce qui donna naissance à une autre ligue.

Les premières cités achéennes qui se confédérèrent, le firent par haine des Etoliens et pour résister à leurs pillages. Ce n'était dans l'origine qu'une ligue défensive. Presque toutes les villes du Péloponèse se trouvaient alors sous la dépendance de

[1] Polyb. XV, 21-23.
[2] Tite-Live XXXII, 32.
[3] Polyb. IV, 15; IV, 25.
[4] Polyb. XIII, 1.

tyrans démocrates; tout ce qu'il y avait d'aristocratie opprimée tourna les yeux vers cette petite confédération libre qui surgissait. Aratus délivra Sicyone, et pour la mettre à l'abri des tyrans, l'adjoignit à la ligue. Le roi de Macédoine, Démétrius, soutenait dans le Péloponèse le parti de la tyrannie [1]. Aratus combattit donc les Macédoniens, et leur enleva Corinthe et Mégare. Puis, quand mourut Démétrius laissant un fils mineur, la Macédoine inspira moins de terreur à l'aristocratie, moins de confiance aux tyrans. Plusieurs d'entre eux renoncèrent spontanément au pouvoir; Argos, Hermione et Phlionte furent ainsi agrégées à la ligue. Mais Cléomène, le chef de la démocratie, tint ferme à Sparte. Il y eut ainsi deux puissances en présence dans le Péloponèse, et elles représentaient les deux partis.

Que le but principal de la ligue achéenne fût de soutenir l'aristocratie, c'est ce qui ressort de tous les évènements. La ligue poursuit partout les tyrans et la démocratie, ne fait ni paix ni trève avec Cléomène, avec Machanidas, avec Nabis, avec les Etoliens. Si elle veut s'étendre, c'est pour donner aux villes le régime politique dont on jouit en Achaïe. A chaque nouveau membre, elle impose ses institutions et ses lois intérieures. Mantinée est prise, par exemple; Aratus laisse aux citoyens la vie et les biens, à la condition qu'ils adoptent le régime de l'Achaïe. Polybe reconnaît que la confédération travaillait à étendre la forme de gouvernement qui était en vigueur chez elle, et que souvent même elle employait la force [2]. Sparte, violemment jointe à la ligue, avait à obéir non seulement aux décrets que la ligue pouvait rendre sur l'intérêt commun de tous les membres,

[1] Polyb. II, 44.
[2] Polyb. II, 38 et 42.

mais aux magistrats même à qui elle donnait le gouvernement de Sparte [1].

Ces confédérations diffèrent beaucoup de celles des siècles précédents. Lorsqu'après la bataille de Mycale toute la Grèce ionienne se ligua avec Athènes, l'amour de la liberté municipale parut inspirer tous les confédérés. Ni Athènes ne songea d'abord à commander, ni ses alliés à obéir. Chacun fournit un contingent de vaisseaux ou de subsides; chacun envoya ses députés à l'assemblée commune; la gestion du trésor fut confiée aux commissaires désignés par les villes; et par un surcroît de précaution, l'assemblée dut se tenir chaque année dans un terrain neutre, à Délos, ville sacrée. On n'accordait à Athènes, en faveur de sa puissance et de sa vertu, que l'hégémonie, c'est-à-dire, le privilége de nommer le général de l'armée alliée et de diriger les opérations militaires. Du reste, la ligue n'avait aucun droit, aucune action, nulle surveillance sur les affaires intérieures de chaque ville, et laissait à chacune l'indépendance de son gouvernement. Elle n'existait enfin que contre les ennemis du dehors; elle n'avait été conclue que pour repousser les Perses

Il n'en est pas de même au temps de Polybe; chacun a senti que le gouvernement de la cité devenait difficile et sujet à trop de révolutions; chaque parti a éprouvé sa faiblesse; chacun a compris qu'il se fallait soutenir. On s'est compté, non plus dans chaque ville, mais dans la Grèce entière; on a réuni en faisceau tout ce qu'il y avait de démocratie, tout ce qu'il y avait d'aristocratie, et il s'est formé deux ligues.

Fondées ainsi, non contre un ennemi étranger, mais contre

[1] Polyb. XXIII, 12.

un ennemi intérieur, non pour assurer l'indépendance de la patrie commune, mais pour consolider tel ou tel parti, il était inévitable et naturel que leur action s'exerçât surtout sur le gouvernement intérieur des cités.

C'est ce qui eut lieu, même dans la confédération achéenne : Cette ligue, dit Polybe, n'est pas seulement unie par une alliance offensive et défensive, συμμαχικὴ κοινωνία. Toutes les villes, qui en font partie, obéissent à un stratége commun, à un même Sénat. Ce n'est pas seulement la guerre et la politique que le pouvoir fédéral dirige; il dispose même de la justice; toutes les villes reconnaissent un tribunal commun. Il y a plus; toutes ont mêmes mesures, mêmes poids, mêmes monnaies; elles ont à plus forte raison mêmes lois. Entrer dans la ligue, c'est accepter son gouvernement et ses institutions; elle impose au besoin par la force son régime aristocratique. Les villes n'ont pas de finances, pas d'armée particulière; les impôts se paient à la confédération; c'est la confédération qui a une armée permanente, et elle l'emploie moins souvent contre l'étranger que contre les villes de la ligue qui tenteraient de changer leur gouvernement. Un jour, trois villes de la ligue, menacées de près par les Eléens et non secourues par Aratus, osèrent se défendre elles-mêmes; le fait paraît singulier et presque monstrueux à Polybe [1]. Toujours les villes s'effacent; elles n'ont pas d'histoire, parce qu'elle n'ont aucune indépendance et ne vivent pas par elles-mêmes. De Mantinée, de Messène, d'Argos, nous savons seulement quand elles entrent dans la ligue ou quand elles s'en séparent; mais tant qu'elles en font partie, elles disparaissent, perdues dans la confédération. L'unité est complète; « la ligue achéenne, dit Polybe, est une seule

[1] Polyb. IV, 60.

ville, à qui il ne manque que d'être enfermée dans une même muraille [1]. »

Les Etoliens étaient plus impérieux encore, et les villes se livraient à eux avec moins de réserve. Les cités achéennes étaient du moins égales entre elles et toutes prenaient part aux assemblées générales de la ligue. C'était encore une confédération chez les Achéens; chez les Etoliens c'était une domination.

La démocratie accepte volontiers l'empire; il nivelle les classes, ne pèse pas au peuple, et satisfait sa jalousie. L'aristocratie est d'ordinaire plus désireuse de liberté; ses nobles instincts lui en font un besoin; le système fédératif est le plus propre à la lui assurer.

Les villes qui appelaient les Etoliens et qui se livraient volontairement à eux n'avaient pourtant aucune part dans la direction des affaires communes. Tout se débattait et se décidait entre les seuls Etoliens. Bien plus, toute ville agrégée à la ligue en recevait un gouverneur pour l'administrer, et souvent une garnison [2].

Ainsi le pouvoir fédéral était beaucoup plus fort et plus despotique qu'il n'avait été autrefois, et on ne songeait plus à s'en plaindre. Car on tenait moins à l'indépendance de la cité qu'à la victoire de la faction. Le morcellement des siècles passés n'existait plus; la Grèce semblait un pays où il n'y eût que deux villes, mais deux villes toujours en guerre.

---

[1] Polyb. II, 37.
[2] Polyb. IV, 3; XV, 23. Tite-Live XXXII, 33.

CHAPITRE IV.

Un parti romain et un parti macédonien.

Nous avons vu dans ce qui précède la Grèce livrée aux partis et aux divisions, la cité oubliée, la faction unissant les esprits, non pas pour fonder l'union de la Grèce, mais pour la partager en deux ligues.

Or, à la même époque, l'union de tous les peuples du bassin de la Méditerranée se préparait, et plusieurs signes annonçaient ce grand évènement. La conquête d'Alexandre en avait semé la pensée dans les esprits. L'Orient, la Grèce, l'Italie, Carthage, avaient des relations suivies de commerce et même de politique. Les religions de ces différents peuples, diverses autrefois, s'étaient insensiblement alliées et confondues. Enfin la civilisation grecque répandue en Macédoine, en Orient, en Egypte et déjà en Italie, commençait à donner au monde une physionomie uniforme.

Il se trouvait précisément qu'alors presque tout ce qui était puissant en dehors de la race grecque aspirait à la domination universelle. Les prétendants étaient nombreux.

Les rois de Macédoine croyaient devoir au nom de Philippe et d'Alexandre de ne pas renoncer à cette ambition. Philippe III, que Polybe peint tour à tour si odieux et si grand, aspirait,

comme toute sa maison, à l'empire universel. Il se gardait bien de faire part de ses projets à aucun Grec; il avait pris pour confident un Illyrien, Démétrius de Pharos, un autre Annibal pour la haine qu'il portait aux Romains. L'an 217, le roi avait l'œil à tout à la fois; il faisait la guerre aux Etoliens qui balançaient son influence en Grèce; il veillait sur l'Egypte qu'il convoitait; il avait aussi des affidés en Italie qui l'instruisaient des évènements. C'est par eux qu'il fut averti, longtemps avant que la renommée s'en répandît en Grèce, de la descente d'Annibal en Italie et de ses rapides victoires. Il manda aussitôt Démétrius, et sans témoins ces deux hommes consultèrent ensemble : « Réconciliez-vous au plus tôt, dit Démétrius, avec les Etoliens; armez une flotte et descendez en Italie. La Grèce vous obéit, ajoutait-il; des deux ligues, l'une vous aime et l'autre vous craint. L'échec des Romains vous offre une occasion favorable, et la conquête de l'Italie est le commencement de la domination universelle. » Il est vraisemblable, d'après ce langage, que l'ensemble du projet était déjà arrêté entre ces deux hommes, et qu'il ne s'agit dans cette entrevue que du moment et du mode d'exécution. Philippe crut Démétrius, et par l'entremise d'Aratus qu'il faisait agir sans le mettre dans la confidence, il termina la guerre avec les Etoliens. La Grèce pacifiée, il construisit une flotte de cent vaisseaux, qui devait le porter en Italie. Ses desseins avortèrent toujours; toujours il les reprit; il les poursuivit, tantôt avec énergie, et tantôt avec adresse jusqu'à sa mort, et les légua à son fils. Ce ne fut pas pour l'indépendance, mais pour l'empire qu'il combattit les Romains : « L'idée de conquérir l'Italie, dit Polybe, l'occupait jusque dans ses rêves [1]. »

[1] Polyb. V, 101-108.

La dynastie des Séleucides, maîtresse de l'Orient, héritière des traditions d'Alexandre à la fois et des Achéménides, prétendait aussi à l'empire. Si Antiochus n'eût souhaité que d'échapper à la domination romaine, il n'eût pas montré tant de défiance à Annibal et se fût allié à Philippe.

Il n'est pas sûr que Carthage ait aspiré sciemment à la domination universelle. Uniquement commerçante, et ne conquérant qu'en vue du commerce, elle devait redouter, pour plus d'une raison, une extension démesurée de son empire. On peut croire qu'elle bornait son ambition à la moitié occidentale du bassin de la Méditerranée. Mais l'ambition satisfaite ne se règle pas. Maîtresse de ce qu'elle désirait, elle eût pesé d'un tel poids dans le monde, que tout se fût soumis à elle, à peu près comme tout se soumit à Rome. Arrivée d'ailleurs à un tel degré de puissance, il lui eût fallu continuer de vaincre pour se soutenir. Joint à cela que la démocratie commençait à s'élever dans son sein, plus ambitieuse et plus hardie que l'aristocratie. Carthage n'était pas de force à réprimer son peuple, ni ses généraux. Elle était entraînée, peut-être à son insu, vers l'empire du monde.

Rome y marchait. La volonté de conquérir s'empara du peuple romain dès son origine et ne le quitta jamais. Alors qu'il ne connaissait hors de lui que ses voisins du Latium, il n'eut pas de repos qu'il ne les eût domptés. Dès qu'il connaît l'Italie, il ne s'arrête pas qu'il ne la possède. Ses yeux se portent sur le monde, il y veut régner. Plus tard, maître de la terre civilisée, il aperçut le monde barbare et ne put s'empêcher de tourner ses armes contre lui. Rome eut dès son berceau, sans s'en rendre bien compte, la pensée de la domination universelle. Elle y tendit avec une volonté assurée, avec suite, avec calme, avec confiance.

La race grecque n'était ainsi entourée que de puissances qui aspiraient à l'empire. Elle voyait la domination s'approcher d'elle pas à pas, et n'avait plus qu'à se demander quand et à qui elle devrait obéir. Dès 217, on entendit ces paroles dans l'assemblée des Grecs réunis à Naupacte : « Tournez les yeux vers l'Occident : les Romains et les Carthaginois s'y disputent toute autre chose que l'Italie... Il se forme un nuage de ce côté; voyez-le grossir; il va éclater sur la Grèce [1]. » Et plus tard, en 207, les Rhodiens disaient aux Etoliens qui avaient repris les armes contre Philippe : « Vous dites que vous combattez pour la liberté de la Grèce; dites mieux; c'est pour son asservissement. Vous la livrez aux Romains. Laissez-leur seulement le temps d'achever leur guerre en Italie, et vous les verrez courir à la conquête de la Grèce [2]. » Ainsi les Grecs étaient bien avertis. Polybe remarque que dès 216 les esprits ne donnaient que peu d'attention à ce qui se passait en Grèce [3]; et à chaque page de son livre, il nous montre les cités fixant les yeux sur l'étranger, d'où elles attendaient une domination.

Or les Grecs n'avaient jamais eu une haine bien violente pour l'étranger; il est vrai qu'on l'appelait barbare; mais cette satisfaction une fois accordée à la vanité nationale, on se livrait à lui. De tout temps les factions lui ouvrirent la Grèce. Le parti des tyrans trahit l'Ionie à la bataille de Lada; il conduisit les Perses à Marathon; il livra Erétrie, et faillit livrer Athènes au milieu de son triomphe. Pendant la guerre du Péloponèse, les deux partis se disputèrent sans honte l'argent, les flottes et la domination des Perses. Philippe acheta l'aristocratie dans chaque ville,

[1] Polyb. V, 104.
[2] Polyb. XI, 5.
[3] Polyb. V, 105.

et la démocratie reçut l'or du grand roi. Il y eut presque toujours autant d'étrangers appelés qu'il y eut de partis en Grèce.

Polybe nous a lui-même tracé les maximes de cette politique. Il nous apprend comment il jugeait en principe l'intervention étrangère et ce qu'il entendait par patriotisme et trahison. « J'admire, dit-il, dans quelles grossières erreurs on tombe à propos des traîtres; je veux dire quelques mots à ce sujet, bien que je convienne que la matière soit difficile et délicate, et qu'il ne soit pas aisé de distinguer au juste quels hommes on doit appeler de ce nom. Ne sont pas traîtres évidemment tous ceux qui ont noué des relations avec les rois ou les puissances, ni ceux qui, se conformant aux évènements, ont fait passer leur patrie à une alliance nouvelle; car ces hommes ont souvent, par une telle conduite, apporté de grands biens à leur patrie particulière... On peut reprocher à Démosthènes d'avoir attaché ce nom flétrissant de traîtres aux hommes les plus distingués de chaque ville grecque, à Cercidas, à Hiéronyme, à Eucampidas d'Arcadie, aux fils de Philiadas, à Néon, à Thrasyloque de Messénie, etc. Et cependant ces mêmes hommes, en appelant Philippe dans le Péloponèse, ont abaissé Lacédémone, et par là ont permis aux Péloponésiens de respirer et leur ont rendu la connaissance de la liberté. En échange d'un tel bienfait, devaient-ils combattre Philippe? ne devaient-ils pas plutôt travailler de toutes leurs forces à augmenter sa puissance et sa gloire? S'ils avaient introduit dans leur patrie des garnisons étrangères, s'ils avaient renversé les lois de leur cité, et cela dans l'intérêt de leur ambition personnelle, on pourrait alors les accuser de trahison. Mais si telle n'a pas été leur conduite, pourquoi les accuser? Ils n'ont fait que différer d'opinion avec Démosthènes; ils n'ont pas cru que l'intérêt des Athéniens fût le même que celui de leur cité. »

Ainsi, suivant Polybe, ces hommes n'étaient pas traîtres, ni Démosthènes patriote; mais Démosthènes avait une opinion et eux une autre. Les Athéniens craignaient les étrangers, les Arcadiens avaient besoin d'eux; et il était aussi bien permis aux uns qu'aux autres de consulter leur intérêt particulier. Appeler les étrangers, se faire aider par eux, les immiscer dans les querelles des villes ou des partis, semble légitime à Polybe et aux Grecs. Pourvu que l'on n'aille pas jusqu'à introduire des garnisons étrangères dans la cité, on n'est pas condamnable. A ce point seulement la trahison commence.

Les Grecs n'avaient jamais conçu que très-faiblement la patrie commune, et leur patriotisme n'avait guère été plus loin que la cité. L'esprit municipal étant affaibli, tout amour de la patrie tomba. Les partis avaient passé par-dessus la cité pour se fortifier et former des ligues; on passa de même par-dessus les ligues pour chercher l'appui des étrangers. Avant d'être citoyen, avant d'être Grec, on fut aristocrate ou démocrate.

Chacun aimait sans doute la liberté; mais chacun aussi, pour se venger de son ennemi personnel, appelait la sujétion. On s'attachait à l'étranger, dit Tite-Live, pour ne pas céder le pas à un citoyen, « *externo se potius applicat, quam civi cedat*[1]. »

Après la guerre lamiaque, Antipater penchait vers la clémence; il allait pardonner à Athènes et la laisser libre. Démade vint le supplier de l'asservir et de placer dans ses murs un gouverneur et une garnison [2].

Les hommes les plus honnêtes de la Grèce ont réglé leur politique sur les intérêts de leur faction. Le roi de Macédoine, Démétrius, favorisait la démocratie; Aratus lui fit donc la guerre

[1] Tite-Live XXXIV, 49.
[2] Pausanias VII, 10.

et lui enleva Corinthe. Il se mit alors dans l'alliance, suivant Polybe, dans la dépendance, suivant Plutarque, des rois d'Egypte; il reçut de l'argent de Ptolémée Philadelphe, et fut pensionné par Ptolémée Evergète [1]. Si plus tard il appela Antigone, c'est que le roi d'Egypte et le régent de Macédoine avaient interverti les rôles. Ptolémée qui, au fond, n'avait de préférence pour aucun parti et qui ne cherchait qu'à susciter des embarras à la Macédoine, eut un moment plus de confiance dans la démocratie et dans Cléomène et se déclara pour eux [2]. Antigone par conséquent dut passer du côté de l'aristocratie. Dès lors la ligue achéenne s'empressa d'appeler les Macédoniens, et paya du don de Corinthe et d'Orchomène l'abaissement de la démocratie spartiate.

Philippe resta peu de temps fidèle aux vues d'Antigone. Soit qu'il fût effrayé de la puissance de la ligue, soit qu'il vît dans l'expérience des siècles précédents que la royauté pouvait faire plus de fond sur le parti populaire, il abandonna insensiblement l'aristocratie. Démétrius de Pharos contribuait à l'écarter d'elle, pensant peut-être, comme Annibal, qu'il n'y avait dans le monde que la démocratie et les rois qui pussent combattre Rome. Aratus essayait de balancer la puissance de l'Illyrien. L'un voulait que, content de protéger l'aristocratie, Philippe respectât l'indépendance de la Grèce; l'autre qu'avec l'aide de la démocratie il renversât le système fédératif, prît possession de la Grèce et fît la guerre aux Romains. Philippe accueillait les conseils d'Aratus avec respect, et suivait ceux de Démétrius. Il dévoila sa nouvelle politique à Messène, en 214. Les deux partis étaient aux mains dans cette ville; Aratus et Philippe y coururent,

[1] Plutarq. V. de Cléomen; Cicer. de Off. II, 23; Pausan. II, 8.
[2] Polyb. II, 51.

chacun de son côté; mais Philippe arriva le premier, et ce fut pour ordonner, ou tout au moins pour permettre le massacre de l'aristocratie.

Le lendemain arriva Aratus; Philippe le prit à part avec Démétrius, et les conduisit tous deux dans la citadelle d'Ithôme, dont il avait obtenu l'entrée pour y faire un sacrifice. La victime égorgée, il en présenta les entrailles à ses deux conseillers, et leur demanda si elles ne marquaient pas qu'il fallût garder la citadelle. « Si tu n'as que le cœur d'un devin, dit Démétrius, tu en sortiras au plus tôt; mais si tu as l'énergie d'un roi, tu resteras ici; maître de l'Ithôme et de l'Acrocorinthe, tu tiens le bœuf par les deux cornes. » Le roi demanda ensuite l'avis d'Aratus. Le stratége hésita quelque temps, stupéfait ou pensant peut-être qu'il était inutile de répondre; enfin pressé de s'expliquer : « Si tu peux, dit-il, garder cette citadelle sans violer aucun serment, je te conseille de le faire. » Philippe rougit; et subissant cette fois encore l'ascendant d'Aratus : « Allons, dit-il, reprenons le chemin par où nous sommes venus [1]. »

Mais cette concession ne trompa pas Aratus, qui avait surpris en ce jour le secret du roi. Il sentit qu'il avait perdu son influence, et il mourut deux ans après, tellement détesté de Philippe qu'on put le croire empoisonné. Le roi, délivré de cet homme, poursuivit plus hardiment sa nouvelle politique; en 208, nous le retrouvons à Argos, cherchant la popularité, déposant les insignes royaux et affectant de se confondre avec le peuple, βουλόμενος ἴσον τοῖς πολλοῖς καὶ δημοτικὸν ὑπογράφειν [2].

Comme la ligue achéenne n'avait aimé Philippe dès l'origine qu'en haine de la démocratie, la défiance et l'inimitié rempla-

[1] Polyb. VII, 11. Tite-Live XXXII, 21. Plutarq. Aratus.
[2] Polyb. X, 25. Tite-Live XXVII, 30, 31.

cèrent naturellement cette affection dès que Philippe se fit démocrate.

C'est à partir de ce moment que Polybe, l'interprète des sentiments de la ligue, commence à détester le roi de Macédoine. Jusque-là, il avait des vertus, de la douceur dans le caractère, de la modération, de l'activité; maintenant il est débauché, cruel, sans foi.

La ligue achéenne dut, pendant plusieurs années, cacher sa rancune. Que faire? quelle force opposer à la fois à la Macédoine et au parti populaire? On attendit qu'une puissance étrangère se présentât.

Dès que Rome se montra aux Grecs, l'aristocratie fut pour elle. Pour cela même, le parti populaire se rapprocha de plus en plus de la Macédoine. Chaque fois que dans la suite de cette histoire nous voyons une cité combattre Rome ou la servir, ne disons pas qu'elle aime la liberté ou qu'elle court à la servitude, disons que le parti aristocratique y est abattu ou y domine.

Dès 198, le peuple d'Argos livre la ville aux Macédoniens. L'année suivante, à Opunte, le parti des riches ouvre les portes aux troupes romaines. La même année, l'aristocratie des Acarnaniens s'unit à Rome par un décret, et ce décret est abrogé par le peuple qui se déclare formellement pour Philippe et oppose aux Romains une résistance opiniâtre [1].

Chez les Béotiens, la démocratie avait pris le dessus : c'est ce que Polybe veut dire quand il nous parle de ces magistrats uniquement occupés d'acheter la faveur du peuple par l'interruption de la justice, l'abolition des dettes et des distributions d'argent [2]. Les Béotiens devaient donc être les alliés de Philippe;

[1] Tite-Live XXXII, 25, 32; XXXIII, 16.
[2] Polyb. XX, 6.

en effet leurs troupes combattirent pour lui à Cynoscéphales. Mais tandis que toute la force du parti démocratique avait été le joindre, l'aristocratie livra la ville à Flamininus. Tous ceux qui avaient combattu à Cynoscéphales furent faits prisonniers. Le général romain, qui n'avait pas encore assez d'expérience de la Grèce, crut s'attacher ces Thébains en leur rendant la liberté. Avec eux la démocratie rentra dans la cité; et dès la première élection, en dépit du voisinage de l'armée romaine, Brachylles, le chef du parti populaire et macédonien, fut nommé béotarque. Les riches alors allèrent se plaindre à Flamininus; ils étalèrent à ses yeux la hardiesse et l'ingratitude de la populace, et osèrent déclarer qu'à moins de la frapper de terreur par le meurtre de Brachylles, il n'y aurait nulle sécurité pour les amis des Romains. Le crime fut résolu entre Flamininus, les chefs de l'aristocratie thébaine et le stratége étolien; ce fut ce dernier qui fournit les assassins, apparemment parce que Brachylles était trop populaire pour qu'on en pût trouver à Thèbes. Brachylles périt; mais les Thébains, moins effrayés qu'irrités de ce crime, le vengèrent par le massacre de 500 Romains et la mort des chefs de l'aristocratie. Faibles, sans chefs et sans appui, il leur fallut se soumettre au général romain; mais dès qu'Antiochus parut, ils se déclarèrent pour lui [1].

Chalcis fut livrée de même à Antiochus par le peuple. Athènes resta fidèle aux Romains, mais ce ne fut pas sans que le parti démocratique s'agitât en faveur du roi de Syrie; à Phocée, où les Romains avaient une garnison, la populace se souleva pourtant pour Antiochus. Démétriade devait sa liberté aux Romains, et cependant le peuple leur était hostile [2]. Plus tard nous

[1] Polyb. XVIII, 26; XX, 7. Tite-Live XXXIII, 1, 2, 27, 28.
[2] Tite-Live XXXV, 39, 50, 51. Polyb. XXI; 4.

verrons la nouvelle d'un léger succès de Persée faire éclater dans toutes les villes grecques la joie de la multitude.

Il n'est donc pas vrai, comme le dit Montesquieu d'après Polybe, que Philippe se fût rendu odieux et détestable à tous les Grecs. La Macédoine n'était pas si abandonnée de tous, ni la Grèce si unanime à s'offrir aux Romains. Mais chaque puissance avait dans chaque ville ses partisans et ses ennemis.

Si nous voulons nous expliquer cette preférence constante de l'aristocratie grecque pour Rome, il faut songer que la république romaine, qui n'était plus aristocratique par ses institutions, l'était encore par ses traditions et par ses mœurs. Le peuple avait obtenu dans la loi l'égalité politique; il en était loin encore dans la réalité. Le Sénat avait, à la faveur de la guerre d'Annibal, accru son autorité; pendant quatre-vingts ans, il régna dans la cité presque sans contestation. D'ailleurs tel était l'esprit public des Romains que s'il naissait quelque lutte, elle était contenue dans l'enceinte du Forum, et cachée aux autres nations. Il n'en paraissait rien dans les armées; les étrangers n'en avaient aucune connaissance. La Grèce était persuadée que le gouvernement romain était aristocratique. « Dans votre pays, disait Nabis à Flamininus, la richesse gouverne et tout le reste lui est soumis [1]. »

La politique extérieure était toute aux mains du Sénat. C'était lui qui recevait les ambassadeurs, qui distribuait les provinces, qui accordait et prorogeait les commandements, qui fixait le nombre des légions, qui ratifiait les actes des généraux; il consultait bien le peuple sur la paix, mais c'était lui qui en réglait les conditions. Les étrangers, dans toutes leurs affaires, n'entendaient parler que du Sénat.

[1] Tite-Live XXXIV, 31.

Enfin c'est dans le Sénat qu'a été conçu le plan de la conquête universelle, et c'est l'aristocratie qui en a exécuté la plus grande part. Le peuple n'avait ni l'intelligence de ce plan, ni l'envie de l'exécuter. Il s'opposait souvent au dessein du Sénat, il reculait devant tant de guerres, refusait quelquefois de s'enrôler, et se plaignait que le Sénat ne les entreprît que pour lui ôter tout loisir et tout repos.

Ainsi l'aristocratie des villes grecques était portée à se joindre à Rome. Les généraux romains à leur tour étaient portés à favoriser l'aristocratie dans les villes. Flamininus, dans ses conseils aux Grecs, leur recommandait une liberté sage et tempérée, c'est-à-dire, sous ces termes convenus, le régime oligarchique. Il eut, avant son départ de Grèce, à donner un gouvernement aux Thessaliens; car ces peuples, suivant Polybe, n'en avaient pas; par quoi il faut sans doute entendre que sous l'influence de la Macédoine ils étaient gouvernés démocratiquement. Flamininus mit à leur tête un corps de sénateurs et de juges choisis parmi les plus riches, et « il veilla, dit Tite-Live, à assurer le pouvoir à cette classe de citoyens qui a le plus d'intérêt au maintien de la tranquillité [1]. »

Ainsi une alliance naturelle et étroite unissait l'aristocratie grecque à Rome. La sagesse du Sénat et la force des légions auraient été peu de chose, si toute une partie de la Grèce ne se fût donnée à Rome et ne se fût enchaînée à sa fortune.

Cela n'est pas vrai seulement en Grèce. En Italie, en Espagne, en Gaule, partout il se trouva que l'aristocratie appela la domination romaine. Pendant la seconde guerre punique, si quelques villes italiennes restèrent fidèles au Sénat, c'est qu'elles lui furent conservées par l'aristocratie. Dans toutes, il y avait

[1] Tite-Live XXXIV, 49, 51.

deux partis; dans toutes, le peuple était pour Annibal et les riches pour Rome. Capoue se livra aux Carthaginois parce que la démocratie y régnait [1]. A Nole, le peuple « qui détestait à la fois son sénat et les Romains » était porté à la défection ; l'aristocratie la prévint en appelant Marcellus à son aide [2]. Crotone étant assiégée, un transfuge indiqua aux Carthaginois quels étaient sur les murailles les postes occupés par le peuple, et ceux que défendaient les riches [3]; ce renseignement suffit pour que la ville fût prise sans résistance.

Même à Carthage, Rome avait l'affection et l'appui de toute une faction. Ce n'était pas l'aristocratie qui avait fait la seconde guerre punique, mais ce parti des Barca « fort de la faveur de l'armée et du peuple [4].» Annibal, représentant de la démocratie, s'appuyait sur elle en Espagne, et la réveillait en Italie, combattant en quelque sorte Rome avec tout ce qu'il y avait de démocratie au monde. Rentré à Carthage et ne pouvant plus faire la guerre à Rome, il la fit encore à l'aristocratie carthaginoise, fut dénoncé et exilé par elle, et chercha un refuge auprès des rois de l'Orient, qu'il jugeait devoir être ennemis de l'aristocratie et de Rome.

C'est ainsi que dans le bassin de la Méditerranée, s'il y a presque autant d'états que de villes, il n'y a pourtant que deux partis, que deux intérêts, que deux affections dans les cœurs. Cette communauté de passions, de luttes, d'amour et de haine, produit déjà une sorte d'unité dans le monde. La distinction des états et des cités disparaît; il n'y a plus qu'une démocratie et une aristocratie. Le monde semble être une seule ville, une ville où deux partis sont aux prises.

[1] Tite-Live XXIII, 2.
[2] Tite-Live XXIV, 13.
[3] Tite-Live XXIV, 2, 3
[4] Tite-Live XXI, 2.

CHAPITRE V.

Les amis de la liberté; leur faiblesse et leurs inconséquences.

Tandis que les peuples, sans calcul et à l'aveugle, s'abandonnaient à l'un ou à l'autre de ces deux partis, sans se soucier de l'indépendance, il se trouva quelques hommes en Grèce, hommes réfléchis, hommes de cœur et de probité, qui essayèrent de résister au courant qui entraînait les autres hommes. Ce sont ceux-là mêmes que nous avons vus plus modérés et moins dominés par l'esprit de faction que leurs compatriotes. Dans leurs cités, ils appelaient de leurs vœux l'union et la pacification des partis; leurs théories pleines de sagesse devaient donner la paix à leur patrie; ennemis des extrêmes, ils essayaient, autant du moins que leurs propres craintes et leurs préférences instinctives le leur permettaient dans la pratique, de garder le milieu entre des excès qu'ils condamnaient également.

Comme l'esprit de faction était moins puissant chez eux que chez les autres hommes, ils se distinguaient aussi de leurs compatriotes en ce que l'indépendance de la Grèce leur était chère. Comme ils repoussaient les deux factions extrêmes, ils repoussaient aussi les étrangers. Entre l'aristocratie dévouée à Rome et la démocratie dévouée à Philippe, ils formaient une sorte

de tiers-parti qui voulait sauver la liberté. Philopémen, Lycortas et Polybe en furent tour à tour les chefs.

Cependant ces hommes, nous l'avons vu, n'étaient pas tout-à-fait exempts de partialité. Ils appartenaient au fond du cœur à l'aristocratie, et se distinguaient d'elle en cela seulement qu'ils en réprouvaient les excès. Ils redoutaient bien davantage le triomphe du parti populaire et avaient pour lui une haine violente. Ces hommes se dévouèrent à l'indépendance de leur patrie et se donnèrent tout entiers à cette œuvre; il n'y a qu'un sacrifice qu'ils lui aient refusé, celui de laisser s'élever la démocratie. Ils détestèrent l'étranger, mais plus encore le peuple. Ce fut là leur malheur et l'inévitable cause de leur faiblesse et de leurs inconséquences. Ils auraient peut-être sauvé la Grèce, s'ils n'avaient vu auprès d'eux un parti démocratique. Il semble que cette vue les ait troublés, étourdis, égarés; elle leur ôta leur force et souvent leur sagesse.

Leur parti était d'ailleurs matériellement très-faible, comme tous ceux qui ne sont composés que de la classe éclairée et sage d'une nation et qui n'empruntent de force ni aux intérêts ni aux passions du grand nombre; il aurait eu cependant besoin d'être très-fort, parce que son honnêteté habituelle et son patriotisme lui créaient des difficultés que les autres partis avaient éludées; il était enfin très-menacé, parce qu'il avait à lutter au dedans contre deux factions extrêmes, au dehors contre deux ennemis.

Ce qui est pis que cette faiblesse, c'est que ce parti la sentait trop. Il fut timide et découragé dès sa naissance; il vécut au jour le jour, sans foi dans l'avenir, et comme en attendant la chute prochaine de cette liberté qu'il aimait; il ne travailla qu'en désespérant. C'est ainsi qu'en détestant les étrangers il se crut toujours forcé de se fier à eux, qu'Aratus appela Antigone, que

Philopémen laissa venir les Romains, et que Lycortas, au moment où il les craignait le plus, les aidait encore malgré lui.

L'absence de vues politiques est frappante chez ces hommes. Ils parurent ignorer que pour ne pas dépendre de l'étranger, il ne fallait pas avoir besoin de lui. Aratus se trompa au point d'appeler Antigone pour lui donner Corinthe et Orchomène, et de croire contraindre Philippe à n'être que le général de la Grèce libre. Philopémen fut un pur soldat; au moment où l'on délibérait sur l'alliance romaine, il était occupé à combattre en mercenaire pour les Crétois. Tous ces hommes soutinrent toujours le plus fort contre le plus faible, Antigone contre Cléomène et Rome contre Philippe.

En vain Philippe disait-il aux Grecs : « Ne vous alliez pas aux barbares; les Romains sont des étrangers qu'il ne faut pas accoutumer à la Grèce. Ils n'ont ni votre langue, ni vos mœurs, ni vos lois. Nous, au contraire, Macédoniens, Etoliens, Achéens, nous ne sommes qu'un seul peuple; quelques différends passagers peuvent nous diviser, mais nous devons être unis par une haine commune et éternelle contre les barbares [1]. » En vain encore un Grec avait-il dit à ses concitoyens : « Menacés par Carthage ou par Rome, nous n'échapperons à la servitude que si Philippe, sans plus avoir besoin d'entretenir parmi nous la division pour régner, peut *regarder la Grèce toute entière comme sienne*, et veiller sur elle [2]. » Ces avertissements ne furent pas entendus : les hommes les plus sages de la Grèce ne comprirent pas que l'étranger c'était moins la Macédoine que Rome. L'aristocratie, emportée par sa haine contre le parti populaire, et

[1] Tite-Live XXXI, 29.
[2] Polyb V, 104.

jalouse de se venger de Philippe qui le soutenait, se déclara pour les Romains.

Ce ne fut pas, il est vrai, sans quelque hésitation et quelque honte. Tandis que l'assemblée se tenait à Sicyone, la flotte romaine était mouillée à Cenchrées; Rome, Attale, les Rhodiens, les Athéniens vinrent à la fois peser sur les décisions du conseil. L'assemblée ne répondit pourtant aux discours de tous les ambassadeurs que par un silence obstiné de deux jours. Il est évident qu'on redoutait l'étranger, et qu'on rougissait de se joindre à lui. Le stratége Aristène parla en faveur de Rome, et, sans aborder le fond de la question, il n'insista que sur les dangers que présentait une guerre avec les Romains maîtres de la mer, et sur la faiblesse évidente de Philippe qui se discréditait dans cette assemblée même, en ne demandant aux Achéens que de rester neutres. L'assemblée, après ce discours, se partagea en deux camps et fut tout près d'en venir aux mains; le plus grand nombre penchait même pour Philippe; mais la violence, l'intrigue et la peur déterminèrent enfin l'assemblée pour les Romains. Plusieurs villes protestèrent contre cette décision, Mégalopolis, Dyme, Argos; les deux premières, parce que les esprits modérés qui étaient en plus grand nombre eussent préféré la neutralité, la dernière, parce que le parti démocratique y était le plus fort [1].

Philopémen était absent. On ne peut dire quelle part il eût prise aux résolutions de la ligue. Mais ce qui est sûr c'est que Polybe les approuve. Il loue grandement le stratége Aristène qui entraîna la Confédération dans cette nouvelle alliance : « Si Aristène, dit-il, n'eût à propos transporté l'Achaïe du parti de

[1] Tite-Live XXXII, 20-23. Appien, de reb. maced. 5.

Philippe à celui de Rome, la ligue était perdue; elle dut, au contraire, à ses conseils la sécurité et l'accroissement [1]. » Et pourtant quand Polybe écrivait ces mots, il ne pouvait pas ignorer que cette décision de l'assemblée de Sicyone avait été l'origine de la domination romaine en Grèce.

Rome victorieuse à Cynoscéphales, ces hommes eurent un moment d'inquiétude que Polybe ne dissimule pas. Les étrangers occupaient la Grèce; il fallait qu'ils en sortissent, et l'on sentait bien qu'on ne pouvait l'obtenir que de leur propre volonté. Rome était libre d'asservir la Grèce, et rien ne pouvait l'arrêter, si ce n'est sa propre modération. Les Grecs furent rassurés par la scène des jeux isthmiques, et le parti de l'indépendance put se féliciter d'avoir été impunément imprudent. Cela même fut un malheur, et l'origine d'une illusion funeste. Il crut que les Romains étaient d'une autre nature que les autres hommes, qu'ils bravaient les périls et dépensaient leur argent sans avoir en vue aucun intérêt, qu'ils pouvaient être puissants sans être ambitieux. Il osa compter que Rome se bornerait à un protectorat désintéressé, qu'elle soutiendrait les Grecs contre la Macédoine et l'aristocratie contre le peuple, mais sans songer à rien assujettir. Il pensa alors qu'une utile dépendance donnerait à la Grèce le calme et la paix que l'étranger seul pouvait lui donner, sans lui ôter son système fédératif et son titre de peuple libre. Ce fut ainsi qu'avec le plus pur amour de l'indépendance, il livra la patrie aux Romains.

Il faut reconnaître que la première politique de Rome parut justifier cet espoir. L'ambition romaine a eu des degrés, et Rome n'a pas conçu d'un seul coup l'idée d'assujettir le monde. Victo-

[1] Polyb. XVII, 13, 14.

rieuse d'Annibal et de Carthage, Rome crut pouvoir prendre le premier rang parmi les villes, mais elle ne paraît pas avoir songé aussitôt à les asservir. La première génération des conquérants se fit remarquer par sa prudence et sa réserve; elle ne détruisit, n'assujettit aucune cité, évita d'imposer des ordres, n'ôta à personne ses lois. Elle laissa subsister Carthage qu'elle avait le pouvoir et le droit de détruire. Elle se contenta d'affaiblir Philippe et Antiochus. Elle n'eut longtemps et ne voulut avoir d'autre instrument de domination que le parti qu'elle s'était créé dans chaque ville. Inspirer aux peuples un mélange d'affection, de respect et de crainte; s'établir comme juge suprême au-dessus d'eux; faire du Sénat le tribunal commun des nations; régler le gouvernement des villes et assurer dans toutes la prépondérance de l'aristocratie; tel parut être d'abord l'unique but que Rome se proposât. Elle espérait y parvenir par une simple fédération de municipalités, dont elle devait être la tête. Enfin la première génération se contenta de l'hégémonie; la seconde seulement aspira à l'empire.

L'aristocratie dominait alors à Rome, moins hardie de sa nature que la démocratie, calculant et ménageant davantage. Elle reculait devant les conquêtes, comme si un pressentiment lui avait indiqué qu'elles feraient le triomphe de la démocratie. Elle craignait d'asservir le monde et semblait prévoir, comme Scipion l'Africain, que la conquête était la ruine, peut-être de Rome, de l'aristocratie sûrement. C'est Caton qui demandait chaque jour la ruine de Carthage; c'est un Scipion qui répétait chaque jour au Sénat : Laissez Carthage debout. Enfin l'aristocratie, maîtresse à Rome de la politique extérieure, ne semblait souhaiter d'abord autre chose que d'affaiblir partout la démocratie et les rois, pour régner elle-même à Rome avec plus de sécurité.

C'est sur ces dispositions bien marquées du Sénat et des généraux de Rome que des hommes, préoccupés d'ailleurs par leur haine contre le parti populaire, fondèrent leur espoir. L'appui de Rome leur assurait le pouvoir dans leur cité et les aidait à gouverner. Ils ne songèrent pas que le protectorat se change vite en domination, que l'on est toujours à la discrétion du plus fort, et que le plus fort lui-même n'est presque jamais le maître de se modérer.

A supposer même la puissance protectrice exempte d'ambition et d'entraînements, l'empressement des protégés ne devait pas tarder à changer l'alliance en empire.

En effet le tiers-parti se vit bientôt dépassé. Il avait accepté les Romains; d'autres les appelèrent. Philopémen « ne souscrivait aux désirs de Rome qu'autant qu'ils étaient conformes aux lois de l'Achaïe et au traité d'alliance. » Bientôt vint Aristène qui « obéit à tous les désirs de Rome, qui les prévint et qui mit de côté les lois de son pays sitôt qu'elles s'opposaient aux ordres de Rome [1]. » Ainsi les hommes qui voulaient l'indépendance de la patrie, eurent à combattre ceux de leurs concitoyens qui aspiraient à la sujétion, avant même d'avoir à combattre l'ambition de Rome.

Provoqué ainsi par les peuples, le Sénat ne tarda pas à s'écarter de sa modération première. On peut suivre dans cette histoire les progrès simultanés de l'ambition de Rome et de la servilité des peuples.

En 189, la ligue achéenne, à qui Flamininus venait de défendre de faire la guerre à Sparte, envoya deux ambassadeurs à Rome pour soutenir ses droits. Or, les deux délégués, Lycortas et Dio-

1 Polyb. XXV, 9.

phane, divisés d'opinions dans leur pays, ne s'accordèrent pas mieux en présence du Sénat. Diophane, au lieu de défendre les actes de la ligue, ne dit autre chose, sinon qu'il appartenait au Sénat de régler toutes les affaires de la Grèce, et qu'il était le maître de terminer comme il lui plaisait les querelles de la ligue et de Lacédémone [1]. En vain Lycortas protesta-t-il contre cette doctrine inattendue, en vain allégua-t-il les traités et la liberté proclamée; que pouvait ce représentant de l'indépendance entre Diophane et le Sénat romain ? Dans cette séance, le Sénat apprit que son ambition, à laquelle il craignait de lâcher les rênes, n'allait pas encore assez vite au gré des désirs de quelques Grecs.

L'année suivante un commissaire romain, Quintus Cécilius, fut envoyé dans le Péloponèse, non comme médiateur, mais comme juge entre Sparte et la ligue. Aristène se trouvait stratége; il se hâta de prévenir le désir de l'ambassadeur en convoquant le Sénat achéen à Argos. Là Cécilius se plaignit de la sévérité avec laquelle Lacédémone avait été traitée, et engagea les Achéens à réparer leur faute en renonçant à posséder Sparte dans la ligue. Aristène, à qui il appartenait de répondre, se tut; au moins n'approuva-t-il Cécilius que par son silence. Mais Aristène était dépassé. Aristène, le partisan dévoué des Romains, était devenu tiède en comparaison d'autres hommes. Diophane, plus zélé, avait déjà proclamé à Rome la dépendance des Grecs; à Argos, comme le stratége avait encore la pudeur de se taire, ce fut lui qui parla. Exagérant les reproches de Cécilius, il attaqua avec violence la conduite de la ligue, et ajouta de nouveaux griefs à ceux qu'avait signalés l'ambassadeur romain. La servilité appelant naturellement l'insolence, Cécilius reprit la parole,

[1] Polyb. XXIII, 7.

comme s'il avait été d'abord trop modéré, et parla avec exigence et colère. Le parti de l'indépendance dut voir clairement ce jour-là ce qu'il devait attendre de l'alliance romaine. Mais il ne se laissa pas encore abattre cette fois. Philopémen, Lycortas et Archon répondirent avec courage à Cécilius, défendirent les actes et les droits de la ligue, entraînèrent le conseil et firent rejeter les demandes du commissaire romain. En vain celui-ci réclama-t-il la convocation de l'assembée générale; elle lui fut refusée en vertu de la loi du pays. Le Romain partit sans avoir rien obtenu, vaincu, mais persuadé qu'il existait même en Achaïe un parti de l'obéissance [1].

Mais que pouvait espérer Philopémen lui-même de toute cette vigueur de résistance? Quand Aristène lui demandait s'il était capable de regarder les Romains en face, il répondait qu'il connaissait bien la puissance de Rome et la faiblesse de l'Achaïe; résister avec succès, il n'y comptait pas; tout ce qu'il voulait, c'était qu'on n'aidât pas au progrès de cette puissance envahissante, qu'on laissât venir la servitude, mais qu'on ne courût pas au-devant d'elle. « Un jour viendra, ajoutait-il, où les Grecs devront obéir; au moins ne cherchons pas à avancer ce jour [2]. » Ainsi ces hommes travaillaient sans espoir, ils n'avaient pas même le bonheur de se faire illusion. Ils ne luttaient que pour conserver quelques jours de plus l'apparence de la liberté, et après chaque effort, même après chaque succès, ils se sentaient plus rapprochés de la sujétion.

Imprudent d'ailleurs autant que faible, ce parti ne résistait à Rome qu'en temps de paix. Rome avait-elle un ennemi sur les bras, il redevenait docile et dévoué. Contre Philippe, contre les

[1] Polyb. XXIII, 10, et Tite-Live XXXIX, 33.
[2] Polyb. XXV, 9.

Etoliens, contre Antiochus, il ne manquait jamais d'aider Rome à vaincre; et c'est seulement après avoir contribué à la ruine de tous ceux qui pouvaient l'aider dans sa résistance, après s'être privé d'appuis, qu'il essayait l'opposition.

C'est qu'il redoutait ces ennemis de Rome plus que Rome; il les détestait comme promoteurs de la démocratie; ses craintes redoublaient chaque fois qu'un d'eux prenait les armes, et dans sa terreur il se serrait contre Rome, qui alors obtenait tout de lui.

La démocratie abaissée, on voulait résister à Rome; mais avec quels moyens? Philopémen nous le dit lui-même : « Avec des raisonnements d'abord, ensuite avec des prières et des plaintes, et en attestant les Dieux [1]. » Il ne résistait donc qu'autant que Rome n'exigeait pas; à un ordre formel il cédait, content de n'avoir pas obéi sans délai.

Un jour qu'un commissaire romain, Appius Claudius, reprochait durement aux Achéens leurs actes au sujet de Lacédémone, Lycortas lui adressa ces tristes paroles : « Nous ne sommes pas ici, je le vois bien, les représentants d'un état libre; nous ne sommes pas des alliés parlant devant leurs alliés, nous sommes des esclaves qui plaident leurs intérêts devant leurs maîtres. Où est l'égalité entre vous et nous? nous, nous n'avons de liberté que ce qu'on daigne nous en laisser; vous, vous êtes des maîtres. » Et il termina par ce cri d'indépendance, ou plutôt de désespoir : « Nous vous respectons, Romains; et, si vous le voulez, nous vous craignons; mais nous respectons et craignons davantage les Dieux immortels. » Ce discours n'enseigna rien à Appius, sinon peut-être que la réserve et la pudeur étaient désormais inutiles à garder. « Je conseille aux Achéens, répondit-il sèchement, de

[1] Polyb. xxv, 9.

nous complaire librement, tandis qu'ils le peuvent, de peur qu'ils ne le fassent bientôt malgré eux et pour y être forcés. » L'assemblée poussa un gémissement et obéit [1].

Ainsi le parti de l'indépendance en était venu à ce point qu'il lui fallût recueillir tout son courage et toute sa force pour n'exhaler que des regrets. Il eût été mieux sans doute que ce parti, sage seize ans plus tôt, n'eût pas soutenu les Romains contre Philippe et ne les eût pas appelés contre Nabis. On ne pensait à réclamer la liberté que quand il était temps d'obéir; on avait obéi quand on avait pu être libre.

L'ambition des Romains avait grandi en seize années, mais moins que ne le voulaient certains Grecs. Le parti de l'obéissance prenait chaque jour de la hardiesse et des forces. Aristène avait été dépassé par Diophane; Diophane le fut bientôt par Callicrate.

Pour s'expliquer cette marche progressive de l'aristocratie achéenne, il faut songer qu'il naquit alors et se forma, même en Achaïe, un parti démocratique. Ce parti, que nous verrons prendre si énergiquement le dessus trente ans plus tard, avec ses chefs, Diæus et Critolaüs, commençait dès lors à s'élever et préparait ses forces. A mesure que l'aristocratie se crut plus menacée, elle devint plus violente et plus impérieuse, comme il est naturel. L'aristocratie fut alors une faction qui s'éloigna de plus en plus de la sagesse d'Aratus, de Philopémen et de Lycortas.

Par contre, le parti modéré, cherchant à tenir la balance égale entre les extrêmes, soutint quelquefois la démocratie. On vit un jour Philopémen prendre les armes pour défendre le

[1] Tite-Live XXXIX, 37.

peuple de Sparte contre le stratége Diophane [1]. L'aristocratie se vengea en faisant assassiner Philopémen [2].

Menacée ainsi par la démocratie naissante, elle se tournait vers Rome qu'elle avait choisie pour chef; à chaque échec elle se rapprochait d'elle davantage. Rome, en acceptant l'hégémonie du parti aristocratique, s'était engagée à réprimer partout le peuple; si le peuple faisait des progrès, on s'en prenait à Rome, on l'accusait de mollesse.

Le procès entre l'Achaïe et Sparte étant encore pendant, la ligue avait envoyé des ambassadeurs au Sénat pour soutenir ses intérêts. Callicrate était l'un d'eux. Au lieu de défendre ses concitoyens, il fit une leçon au Sénat sur sa puissance, sur ses droits, sur ses devoirs; il le gourmanda sur sa modération; les Romains, disait-il, n'exigeaient pas assez de la Grèce; c'était leur faute si elle ne leur obéissait pas. Il y avait dans chaque ville un parti qui ne voulait pas qu'aucune loi fût mise en balance avec les désirs de Rome. Mais le Sénat ne remplissait pas son devoir envers les peuples; car il ne soutenait pas ses partisans; il les laissait en butte à la haine et au mépris de leurs concitoyens, et permettait que ses adversaires pussent s'élever aux magistratures. Que Rome donc change de politique, et que par un signe de sa volonté, elle inspire aux peuples la terreur [3]. » Le Sénat ne dissimula pas sa satisfaction, et traita Callicrate avec un honneur particulier.

Il suivit aussi ses conseils. Comment résister à des hommes qui demandent à obéir? Il soutint ouvertement ses partisans; il abaissa ses ennemis; il parla du ton d'un maître. Il ne craignit

[1] Plutarq. V. de Philop. 24.
[2] Plutarq. ibid. Polyb. XXIV. Pausanias VIII, 5. Tite-Live XXXIX.
[3] Polyb. XXVI, 2.

plus de révéler ses prétentions, et rejeta tous ces ménagements et ces palliatifs qui gênent toujours quelque peu l'exercice de la puissance.

Le parti de l'indépendance écrasé par l'ambition de Rome, écrasé par la haine de ses concitoyens, paraît avoir eu la pensée de chercher un appui à l'étranger. Pendant les querelles des successeurs d'Alexandre, les rois d'Egypte avaient soutenu la liberté des villes grecques contre la Macédoine. C'était à eux qu'Aratus encore avait dû de pouvoir former la ligue achéenne. Philopémen, Lycortas et Polybe, sentant leur faiblesse et la nécessité d'un appui étranger, eurent toujours les yeux tournés vers l'Egypte, et essayèrent à plusieurs reprises de renouer l'antique alliance qui l'unissait à l'Achaïe. Il faut bien que cette alliance fût ou dût devenir une sorte de conspiration contre Rome, puisque ce sont toujours les amis de l'indépendance qui la recherchent, et les partisans de Rome, Aristène, Diophane et Callicrate, qui y mettent obstacle [1]. Mais que pouvait faire le tiers-parti avec l'Egypte, contre deux partis extrêmes soutenus par la Macédoine et par Rome? Quel appui l'Egypte pouvait-elle prêter aux Grecs? C'était elle qui avait besoin de leurs secours. Un jour elle demanda à la ligue mille soldats, et fit entendre que, dans le danger qui la pressait, c'était pour elle une question de vie ou de mort [2].

Si la Grèce devait souhaiter d'échapper à la domination des Romains, sa dernière ressource était dans la Macédoine. Philippe, qui pendant vingt ans se fit lire deux fois par jour son traité avec les Romains, n'avait jamais renoncé à combattre Rome, et vers la fin de son règne, il préparait la guerre. Ce qui l'arrêta,

[1] Polyb. XXIII, 1; XXIX, 8.
[2] Polyb. XXIX, 8.

ce fut l'autorité que prit alors sur les Macédoniens un de ses fils, Démétrius, l'élève et l'instrument de Rome; par lui le Sénat surveilla et enchaîna Philippe. Les mêmes divisions qui partageaient les cités libres agitaient les cours des rois, et Rome avait partout des amis. Mais le parti national et macédonien poussa au trône Persée et arracha à Philippe le supplice de Démétrius. Rome ne se tint pas pour battue; elle entoura, elle capta la vieillesse chagrine de Philippe; elle l'habitua à la pensée de déshériter le seul fils qui lui restât et de lui substituer un certain Antigone que l'on trouva fort à propos dans la famille royale pour écarter Persée du trône. Mais la mort trop prompte de Philippe, l'activité de Persée, et sans doute les préférences populaires, déjouèrent les mesures du parti romain, qui se consola en embellissant à plaisir ce drame de la mort de Démétrius, des remords du père, de sa fin misérable et des crimes de Persée.

Le caractère du nouveau roi ne nous a été tracé que par ses ennemis et ses vainqueurs. Ils nous permettent pourtant de voir en lui une grandeur d'âme digne d'un roi, beaucoup d'activité, un grand pouvoir sur soi-même, une remarquable tempérance, l'art de savoir attendre six années avant d'entreprendre, et beaucoup plus d'habileté et de modération dans ses rapports avec les Grecs que n'en avait eu Philippe.

La Macédoine était encore une adversaire digne de Rome. Persée avait des richesses telles, dit Polybe, qu'avec elles il pouvait acheter toute la Grèce. Il avait des soldats aguerris, et cette phalange dont un consul disait qu'il n'avait rien rencontré d'aussi redoutable et d'aussi terrible. A la phalange pouvaient se joindre les Bastarnes et les Gaulois, multitudes barbares et guerrières qui s'offraient déjà à se ruer sur l'Italie. La force de la Macédoine fut attestée par la défaite d'un consul près du Pénée,

par trois campagnes infructueuses, par l'anxiété du Sénat et du peuple romain, par les mesures extraordinaires qui furent alors prises à Rome, et par le besoin que sentit Paul-Emile de rassurer le peuple à son départ[1].

Polybe cherche en vain à se dissimuler que Persée fut tout près de réunir autour de lui tout l'Orient et d'en grouper toutes les forces pour les tourner contre Rome. Séleucus le prie d'accepter sa fille en mariage; Prusias lui demande sa sœur. L'Egypte est sur le point d'être conquise par son allié, le roi de Syrie[2]. Cotys, qui règne sur toute la Thrace, est uni à Persée; Carthage reçoit ses ambassadeurs; Eumène lui-même, Eumène qui dénonçait Persée au Sénat au début de la guerre, devient suspect à la fin.

Les Grecs ouvraient les yeux; partout le parti de la Macédoine regagnait du terrain. Rhodes envoyait des ambassadeurs à Persée, préparait sa flotte pour lui et semblait devoir mettre à sa disposition la grande puissance maritime, qu'elle avait acquise depuis deux siècles. Plus tard, en présence d'un envoyé de Rome, elle osait délibérer, et tout ce que pouvait le parti romain était de faire envoyer au préteur six des quarante vaisseaux que l'on avait préparés pour Persée. L'année suivante, le parti macédonien reprenait l'avantage, et Rhodes se compromettait par une médiation plus orgueilleuse et plus embarrassante pour Rome qu'une opposition ouverte[3]. Les Béotiens s'étaient unis à Persée par un traité; en Etolie un nombreux parti se déclarait pour lui; partout la nouvelle de ses premiers succès excitait une joie immodérée[4]. Dans toutes les villes, Persée pouvait compter sur

[1] Tite-Live XLIV, 21-22. Polyb. XXIX, 1 *a*
[2] Tite-Live XLII, 12; XLIV, 19.
[3] Polyb. XXVI, 7; XXVII, 3-4-7; XXIX, 4.
[4] Tite-Live XLII, 13. Polyb. XXVII, 7.

la démocratie à qui il permettait d'espérer de lui une abolition de dettes. Mais ce qui est plus remarquable, c'est qu'une partie même de l'aristocratie penchait pour lui [1]. Même en Achaïe, les ambassadeurs romains qui parcouraient les villes pour sonder les dispositions des esprits, n'entendaient dans les assemblées que des murmures. Le conseil de la ligue, frappant Eumène à défaut des Romains, ordonnait la destruction de tous les monuments élevés dans les villes en l'honneur du roi de Pergame. Au milieu de l'assemblée fédérale, un stratége jusqu'alors fort modéré, dans un discours très-adroit et très-flatteur pour Rome, mais très-favorable pour la Macédoine, osait annoncer à mots couverts qu'on se préparait à changer de parti [2]. A tant d'alliés, à Prusias, à Eumène, à Séleucus, à Carthage, à la Grèce, il ne manquait que de l'audace.

L'occasion était belle pour Lycortas et Polybe de travailler à rendre à la Grèce cette indépendance tant regrettée. Philopémen était mort, frappé par les amis de Rome. Ceux qui restaient n'avaient plus d'illusions ; Rome était connue ; on s'était plaint amèrement de ses exigences, on avait eu le courage de protester assez haut, alors que la franchise n'était pas sans péril. Il fallait maintenant moins de hardiesse pour prendre les armes. Comment hésiter? C'est que les Grecs étaient partagés entre une aristocratie qui se livrait à Rome, et une démocratie qui avec aussi peu d'honnêteté et de patriotisme se soulevait contre elle. Les vrais amis de l'indépendance avaient peine à se décider entre ces deux partis, impuissants qu'ils étaient d'ailleurs à se sauver par leurs seules forces. Par malheur, la haine de la démocratie et de la Macédoine était plus forte en eux que la

[1] Tite-Live XLII, 30, 37.
[2] Tite-Live XLI, 23-24.

haine de Rome et l'amour de la liberté. Polybe paraît s'intéresser au fond du cœur pour Persée; sans l'aimer, il semble gémir sur les fautes qui l'ont perdu ; il a le pressentiment qu'en lui était le salut de la Grèce. On voit par son récit même qu'il a hésité à prendre parti. Il a fini pourtant par se déclarer pour Rome, et pourquoi? parce que, c'est lui qui le dit, Persée vainqueur eût été trop redoutable pour la Grèce [1]. Comme si Rome victorieuse ne devait pas être à craindre! Cette haine de la Macédoine, inspirée par la haine de la démocratie, fut comme un vertige qui agita les Grecs.

Il est vrai que le tiers-parti ne voulait pas non plus s'allier à cette aristocratie violente et corrompue qui était l'amie des Romains ; il préférait rester en dehors de la lutte : c'était doubler les périls.

Sa tiédeur pour Rome ne le compromettait pas moins qu'une franche opposition. Au début de la guerre, des commissaires romains parcoururent les villes inspirant des terreurs personnelles, proclamant qu'ils connaissaient la mesure du zèle de chacun, et qu'ils puniraient les tièdes autant que les ennemis. Déjà même on disait que les Romains avaient la pensée d'accuser Lycortas, Archon et Polybe, comme étant amis de Persée au fond du cœur.

La conduite de ces commissaires de Rome fit réfléchir les hommes du tiers-parti, et les avertit qu'il était urgent de prendre enfin une résolution. Ils s'assemblèrent : c'étaient avec Lycortas, Archon, Polybe, tous les chefs de ce parti dans les villes, Arcésilas et Ariston de Mégalopolis, Stratius de Tritée, Xénon de Patras, Apollonidas de Sicyone, tous d'accord d'opinion et diffé-

[1] Polyb. XXVIII, 9.

rant seulement par la hardiesse. Apollonidas et Stratius reconnaissaient qu'il eût été imprudent de se déclarer contre Rome ; mais « s'il y en avait qui se jetaient dans ses bras et qui cherchaient sa faveur aux dépens de la patrie et des lois, il fallait les combattre et leur tenir tête sans sourciller. » Lycortas, avec sa netteté ordinaire, fit un tableau de la situation, montra les deux puissances également ambitieuses, la même imprudence à soutenir l'une ou l'autre, un égal danger à se déclarer contre l'une des deux. Par embarras et par désespoir, il conclut pour une neutralité absolue. Archon, effrayé sans doute par les Romains, conseilla de s'abandonner au courant des circonstances et d'éviter avant tout de donner prise aux accusations de leurs ennemis; rappelant à l'assemblée le sort d'un certain Nicandre, Etolien, que Rome avait puni par la mort d'une amitié secrète pour Persée, il entraîna la majorité des suffrages. Il fut nommé stratége. Polybe avait sans doute soutenu son opinion, puisqu'il fut élu avec lui commandant de la cavalerie. Le premier acte des nouveaux magistrats fut de rétablir les honneurs d'Eumène, alors en faveur auprès du Sénat. Puis Archon offrit aux Romains le concours de toutes les forces de la ligue, et ce fut Polybe qui fut chargé d'aller porter cette offre au proconsul Q. Marcius.

Marcius essayait alors avec beaucoup de peine et de grands dangers de forcer l'entrée de la Macédoine. Ce qui ne laisse pas d'être singulier, c'est que Polybe trouvant l'armée romaine dans l'embarras, différa de s'acquitter de sa mission, et qu'il attendit pour le faire que le consul, sorti d'une situation difficile, parût tout voisin du succès [1].

Marcius ne manqua pas de refuser alors ce qu'il aurait peut-

[1] Polyb. XXVIII, 10, 11; Tite-Liv. XLIV, 3, 4, 5.

être accepté plus tôt. Le tiers-parti lui offrait une armée pour apaiser sa colère; il la refusa pour pouvoir le punir. Et comme un de ses lieutenants moins avisé, demandait à la ligue 5,000 auxiliaires, le proconsul défendit d'envoyer ce secours. Polybe se trouvait alors dans son camp, comme volontaire ou comme représentant; ce fut lui qu'il chargea de la mission pénible de porter aux Achéens cette défense; pour le compromettre encore davantage, il eut soin de ne pas lui donner d'ordre écrit. Lorsque Polybe se présenta dans l'assemblée des Achéens, et qu'il annonça son invraisemblable mission, on le somma de montrer les lettres du proconsul, et ses ennemis purent faire semblant de croire qu'il parlait sans ordre et en son propre nom contre les intérêts de Rome. Son obéissance eut tous les dehors de l'opposition. Il devait bientôt en porter la peine.

Cependant dans ses actes, dans ses écrits, Polybe est tout aux Romains : dans ses actes, car il a quelque temps combattu dans leurs rangs ; dans ses écrits, car il affecte une haine amère contre Persée et ses partisans. Les amis de Rome sont toujours pour lui les hommes honnêtes, les hommes sains, οἱ ὑγιαίνοντες. Un homme est-il ami de Persée, c'est qu'il est criblé de dettes et qu'il compte sur les bienfaits du roi. Quiconque s'intéresse au roi de Macédoine est un brouillon, κινητὴς καὶ καχέκτης. Il qualifie de sottise l'essai de médiation des Rhodiens [1]. Il est cruel et habile à représenter les mesquines négociations entre Eumène et Persée et leur lutte d'avarice, lorsqu'il ne tint, suivant lui, qu'à quelques talents d'argent que le roi de Pergame ne devînt l'ami du roi de Macédoine [2]. Il les rabaisse l'un et l'autre, il efface ce qu'il y avait de grandeur chez Persée. Il insiste sur

[1] Polyb. XXVII, 3, 4, 6, 13; XXVIII, 15; XXIX, 7.
[2] Polyb. XXIX, 1.

son avarice avec autant de complaisance qu'il avait appuyé précédemment sur la cruauté de Philippe. Il a rendu le père odieux, il tâche à rendre le fils ridicule. A-t-il contre lui une haine réelle, ou bien veut-il se faire pardonner ses hésitations qu'il croit hardies et coupables?

Pendant les trois années que la lutte fut douteuse entre Rome et Persée, les partis qui divisaient les villes grecques se tinrent en présence, comme des ennemis qui attendaient l'heure de se ruer l'un sur l'autre. Les haines comprimées par une incertitude de trois ans s'accumulaient, et devaient éclater le jour où la victoire de Persée ou de Rome déciderait quel parti serait persécuteur, quel parti serait victime. Ce fut Paul-Emile qui l'emporta, et alors, dans toutes les villes, les amis de Rome se livrèrent à la joie, comme s'ils avaient vaincu eux-mêmes. Ils coururent auprès du consul, comme pour s'assurer leur part de victoire; et cette part de victoire pour chacun d'eux, c'était dans leur cité la ruine de leurs ennemis. Voilà ce qu'ils vinrent en foule demander au consul. Les Etoliens, plus pressés, n'attendirent pas le signal pour massacrer, exiler, confisquer. Des autres états accoururent des dénonciateurs, apportant des listes de suspects. Il en vint de partout, d'Acarnanie, d'Epire, de Béotie, de Rhodes; et du Péloponèse vint Callicrate qui dénonça Polybe entre mille.

Il est bien difficile à un vainqueur de tenir tête à tant d'exigences. Deux ans auparavant, quand les commissaires romains avaient parcouru les villes, ils avaient résisté à Callicrate et à tous ceux qui accusaient Lycortas, Archon et Polybe. En Etolie, en Epire, on leur avait demandé la condamnation des ennemis de Rome; ils l'avaient encore refusée. Vainqueurs, ils ne purent plus modérer les Grecs. La terreur régna alors dans toutes les villes. Les massacres d'Etolie furent approuvés par Paul-Emile,

qui ne fit informer que pour s'assurer qu'aucun des égorgés n'était ami des Romains. Sur les instances des dénonciateurs de la Grèce, et d'après les listes fournies par eux, on manda de toutes les villes une foule de citoyens qui furent arrêtés comme suspects, et conduits à Rome sous prétexte d'y être jugés. La terreur s'étendit jusqu'aux îles. A Lesbos, la ville d'Antissa avait reçu dans son port la flotte de Persée; ordre fut de la raser; et l'ordre fut si bien exécuté, qu'au temps de Pline il ne restait plus trace de la ville. A Rhodes, on décréta la peine de mort contre tous ceux qui avaient agi, parlé ou pensé contre Rome. En Epire, les suspects furent assassinés dans leurs maisons, sur les places, au grand jour; tua qui voulut; des listes de proscriptions furent dressées contre les riches, contre des femmes. Paul-Emile permit tout, et comme la soif de l'or et du sang gagnait ses troupes, il dut leur accorder à leur tour le pillage de l'Epire, la destruction de 70 villes, et l'esclavage de 150,000 têtes.

L'Achaïe qui, depuis trente ans, avait toujours aidé Rome à vaincre, ne fut pas traitée autrement que les vaincus. Il est vrai qu'on ne pouvait alléguer contre elle aucun acte, aucun discours public, aucune correspondance secrète avec Persée. Les notes du roi de Macédoine étaient aux mains du consul, qui n'y trouvait rien contre les Achéens [1]. Le tiers-parti dominait d'ailleurs en Achaïe; et cette province, à la différence des autres, n'avait pas vu la démocratie s'agiter et tenter des efforts en faveur de Persée. Lycortas et Archon avaient montré de la docilité, et Polybe du zèle. Mais Callicrate et ses amis poursuivaient le consul de leurs dénonciations; ils répondaient des mauvaises intentions de leurs concitoyens : il fallait les en croire.

[1] Polyb. XXX, 10.

Ce qui put d'ailleurs irriter et effrayer Paul-Emile, c'est que le tiers-parti avait pris, depuis plusieurs années, un ascendant inaccoutumé, qu'il avait éloigné les amis de Rome du pouvoir, et que même dans ces derniers temps, lorsque partout la victoire de Pydna avait donné l'autorité au parti romain, les Achéens n'avaient éprouvé aucune révolution, avaient conservé leur stratége, et laissaient Callicrate si impopulaire que les Romains pouvaient affecter de craindre pour sa sûreté [1].

Rome d'ailleurs redoutait bien plus ce tiers-parti, qui l'avait autrefois si bien servie, que celui qui se déclarait résolument contre elle. Des trois partis, celui de Callicrate lui était dévoué et vendu; celui qui, faible alors, se souleva vingt ans après avec Diæus, lui était peut-être utile; il pouvait entrer dans ses desseins d'avoir des ennemis dans les cités. Le tiers-parti seul l'embarrassait et lui faisait obstacle. Si on l'exterminait, il devait arriver par cette mesure, ou bien que l'aristocratie, devenue maîtresse absolue, saurait dominer pour toujours la démocratie, ou bien que si elle en était incapable, n'y ayant plus que deux partis, la lutte éclaterait bientôt, et donnerait à Rome l'occasion de frapper un nouveau coup.

Deux commissaires romains furent donc envoyés en Achaïe. Introduits dans le sénat de la ligue, ils déclarèrent que plusieurs avaient été favorables à Persée, et enjoignirent à l'assemblée de prononcer contre eux une sentence de mort. Ils refusaient de les désigner, et ne devaient dire leurs noms qu'après avoir obtenu leur condamnation. L'assemblée protesta unanimement qu'un tel procédé était contraire à toute justice, et refusa de voter avant de savoir les noms des suspects. L'un des commissaires, poussé

1 Polyb. XXX, 10.

à bout, osa dire que tous ceux qui avaient été stratéges étaient compris dans son accusation; car tous avaient eu au fond du cœur des sentiments favorables aux Macédoniens et à Persée. C'était Callicrate qui lui avait dicté cette parole. Archon se leva alors, et noblement indigné : « J'ai été stratége, dit-il, et je n'ai à me reprocher aucune faute envers les Romains, aucune amitié pour Persée. » C'était lui en effet qui avait déterminé la Confédération à se déclarer pour les Romains. « Je me fais fort, ajouta-t-il, de justifier mes intentions, soit devant l'assemblée des Achéens, soit devant le Sénat de Rome. » Le Romain saisit promptement l'occasion qui s'offrait; il ne demandait pas autre chose. Il arrêta que tous les suspects seraient transportés à Rome pour y être jugés; puis Callicrate lut sa liste; elle contenait plus de mille noms, et Polybe était du nombre. Ces exilés, ces otages, ces prisonniers, que l'on enferma dans les municipes d'Etrurie, ne furent jamais jugés à Rome [1].

Polybe, qui affecte un si grand mépris pour Persée, lui fait pourtant cet honneur de croire que ce fut sa chute qui assura à Rome la domination universelle [2]. Il considère la Grèce comme désormais soumise, et ne tient nul compte des quelques efforts qui ont suivi. Ainsi des trois partis qui divisaient la Grèce, l'un s'était livré à la Macédoine, l'autre à Rome. Les hommes du tiers-parti, impuissants à sauver l'indépendance, n'obtenaient pour fruit de leurs persévérants efforts que de faire pencher la balance du côté de Rome. Leur résistance indécise et inerte a été inutile à la liberté et funeste à eux-mêmes.

---

[1] Pausanias VII, 10.
[2] Polyb. III, 1, 4, 5.

CHAPITRE VI.

Polybe à Rome.

Qu'on se figure un habitant d'une cité grecque arrivant à Rome; il est d'abord frappé de l'étendue d'une ville qui compte 300,000 citoyens. Il n'y voit pas la brillante architecture et l'art aimable de la Grèce, mais des monuments qui l'étonnent par leur grandeur, et où tout est pour la durée. Il entend parler une langue moins harmonieuse et moins riche que celle de son pays, mais plus sonore et plus superbe. Au lieu d'un peuple causeur qui se promène sous les portiques, il voit des hommes qui, au sortir des luttes du barreau, vont s'exercer au soleil du champ de Mars et se jeter ensuite dans l'eau jaune du Tibre.

Voilà ce qui frappe ses premiers regards; qu'il observe Rome de plus près, il est plus surpris encore. Il voit une cité sans partis et sans guerres civiles, une constitution qui fonctionne régulièrement, des institutions que rien n'altère encore, une science politique inconnue à la Grèce, un art militaire supérieur, du patriotisme et des vertus civiles.

Il est ébloui par le spectacle de la puissance romaine; il rencontre des monuments de victoire, des trophées, des statues de vainqueurs, et tout ce luxe de gloire que Rome a imaginé pour

inspirer de l'orgueil à son peuple et de la crainte aux étrangers. Il voit la pompe des triomphes, et celle des funérailles qui les renouvellent; le souvenir encore vivant d'une guerre telle qu'aucun peuple n'en a jamais traversé de pareille; toutes les nations du monde connu qui s'y donnent rendez-vous; les ambassades qui s'y pressent, les unes implorant des secours, les autres offrant leur soumission, presque toutes en habit de suppliant, un roi en costume d'affranchi, et le Sénat se laissant saluer du titre de Dieux. Il ne se pouvait pas qu'un tel spectacle ne fît naître dans l'âme de ce Grec, je ne dis pas seulement cette admiration qu'il pouvait éprouver à la vue de l'éclatante Athènes, mais quelque chose du sentiment et du respect qu'il accordait à la Divinité.

Il faut bien que cette fascination fût irrésistible. Car de tous les Grecs qui ont vécu à Rome, soit comme otages, soit comme ambassadeurs, et pour peu que leur séjour ait été de quelque durée, il n'en est aucun qui n'y soit devenu admirateur de Rome et qui ne l'ait servie dans sa patrie à son retour. Rome se sentait cette force; un de ses moyens de gagner des partisans était d'attirer les hommes chez elle et de se montrer.

Cette force d'assimilation a été telle que la population de cette ville, renouvelée sans cesse depuis son origine, a toujours été animée d'un même esprit. On devenait forcément romain à Rome.

Ainsi Polybe fut conquis. Il devint l'admirateur du peuple qui asservissait sa patrie et qui le persécutait lui-même.

Mais rien ne fut plus capable de gagner Polybe à Rome que le spectacle de son aristocratie. Il jugea Rome d'après ses propres idées. S'il la préféra à toute la terre, c'est qu'il y trouva la réalisation de tous ses vœux sur le gouvernement des cités; c'est que « à Thèbes et à Athènes la multitude tient tout en sa

main; » c'est que la Crète, dont on s'obstine à vanter la sagesse, « est gouvernée démocratiquement; » c'est que Sparte est disputée entre son aristocratie et son parti populaire qui tous deux s'autorisent du nom de Lycurgue; c'est enfin qu'à Carthage « le peuple domine dans les délibérations, » au lieu qu'à Rome « l'autorité du Sénat est encore entière [1]. »

Mais toute aristocratie n'est pas bonne aux yeux de Polybe. Nous avons vu ses principes sur la politique et sa prédilection pour les gouvernements mixtes. Quelque fortement attaché qu'il soit à l'aristocratie, il en redoute les abus, et veut que dans l'intérêt de la liberté, comme de la paix, un mélange de démocratie et de monarchie la tempère. Cette pondération des pouvoirs, cette union des partis concourant tous au gouvernement de l'état, il l'a inutilement souhaitée à la Grèce, et il la trouve réalisée à Rome. « On ne sait pas, dit-il, si le gouvernement est royauté, démocratie ou aristocratie. » Les consuls en effet sont maîtres absolus à l'armée, et ont le pouvoir exécutif dans la ville. Au Sénat appartiennent les finances sans lesquelles on ne peut rien, les jugements qui lui soumettent les hautes têtes, et la direction des affaires extérieures qui lie sa fortune à la destinée et à la gloire de la patrie. Le peuple possède les élections qui mettent les patriciens dans sa dépendance, le droit de voter les lois, et le *veto* de ses tribuns. Le patricien a sa religion et ses auspices, sa gloire et ses triomphes; le plébéien a ses suffrages et sa résistance passive. Polybe ne se demande pas si dans la réalité les pouvoirs sont aussi exactement balancés qu'ils le sont dans les lois. Mais ce qui le frappe surtout, c'est qu'au milieu d'une telle diversité d'institutions et de droits, il règne un ordre parfait. Ces trois pouvoirs s'enchaînent, se contrôlent, se modèrent entre

[1] Polybe VI, 44 et 51.

eux; tous contribuent à servir l'état. Chacun a tellement besoin des deux autres, et leur est aussi tellement nécessaire qu'il ne semble pas que le désaccord puisse se glisser entre eux.

Pourtant ces deux factions inconciliables qui n'ont jamais cessé de diviser l'humanité, se trouvent à Rome, comme partout, ennemies au fond du cœur et toujours disposées à se combattre. Le peuple est à Rome ce qu'il est en Grèce : les mêmes passions le travaillent, les mêmes besoins et les mêmes désirs le soulèvent; il a la même haine innée pour l'aristocratie. Il a combattu trois siècles pour enlever au patriciat sa puissance absolue; il a conquis pièce à pièce l'égalité des droits. Mais Polybe l'a vu dans un moment d'arrêt, alors qu'il a suspendu sa marche et s'est en quelque sorte recueilli entre la conquête des droits et l'exercice du pouvoir.

C'est que le patriciat a montré une remarquable sagesse. Si souvent vaincu, il a accepté les enseignements de ses défaites. Il s'est humilié, transformé, corrigé pour régner encore. Ce n'est plus l'aristocratie rigide et tyrannique des Fabius, des Quinctius et des Claudius, espèce de caste religieuse qui repoussait le peuple de toute espèce de communauté. L'aristocratie nouvelle, à la tête de laquelle se sont placés les Scipions, se met au contraire à la portée du peuple, le flatte et affecte de lui devoir tout.

Les droits sont devenus égaux entre tous; la seule puissance légale est celle du nombre. Le peuple n'est pas seulement libre; il est maître. Et pourtant l'aristocratie aura l'adresse de se faire donner un pouvoir au moins égal à celui qu'elle possédait autrefois. Mais au lieu de le devoir à la naissance et aux institutions, elle l'obtiendra du peuple lui-même.

Le premier Africain est l'homme le plus populaire de son temps; non pas que, comme en Grèce, il corrompe le peuple et

'achète par bassesse ou par largesse; le dernier citoyen de Rome a encore trop de dignité. Scipion fait mieux : il gagne les esprits et les imaginations; « il n'était pas plus admirable, dit Tite-Live, pour ses véritables qualités que pour l'art qu'il possédait de les faire valoir [1]. » Chaque fois qu'il avait à prendre une résolution, il montait au Capitole et s'y enfermait avec Jupiter. Je ne sais si les vieux patriciens approuvaient fort cette affectation. Mais Scipion voulait que le peuple vît bien qu'il s'entretenait avec les Dieux. Il savait que l'erreur du grand nombre est la plus grande puissance qu'il y ait sur la terre.

Contre la popularité de Scipion les anciennes lois ne peuvent tenir; les usages créés par le patriciat n'ont plus de force. Que Scipion obtienne les magistratures avant l'âge, ou que dans sa vieillesse il traîne le peuple entier avec ses juges et ses accusateurs au Capitole, ce sont là des victoires qu'il remporte au nom du peuple sur l'ancien patriciat.

Ce même Scipion est pourtant le chef de l'aristocratie; il est l'auteur de la loi qui donne aux sénateurs des places réservées au théâtre. Mais cette aristocratie excite à peine quelques murmures. Caton qui défend les vieux usages, tout plébéien qu'il est, ne trouve que rarement l'appui du peuple.

Le peuple satisfait que ce soit à lui qu'on s'adresse pour obtenir le pouvoir, oublie les luttes et les révoltes des générations précédentes. Que pourrait-il réclamer encore? Quel est le droit qu'on lui conteste? On reconnaît que toute force est dans le peuple; ainsi flatté et courtisé, il s'en croit plus puissant; il est persuadé qu'il règne. Grâce à cette erreur, il est docile, il fait taire ses haines et ses passions, et le calme règne dans la cité.

Ainsi les partis sont en état de paix pour près d'un siècle, parce

[1] Tite-Live XXVI, 19.

qu'une aristocratie adroite et éclairée à su prendre le dessus; parce qu'en la trompant, elle a dompté et assoupi la bête énorme; parce que c'est cette élite intelligente qui agit et qui pense, et que par le plus ingénieux des artifices elle réussit à faire croire au peuple que c'est lui qui pense et qui agit. Les deux classes sont unies, grâce à la confiance naïve de l'une, à l'empire indulgent et déguisé de l'autre. C'est précisément là ce que Philopémen, Lycortas et Polybe avaient rêvé pour la Grèce.

Fragile édifice qui ne repose que sur une erreur du vulgaire, et qu'un mouvement de sa main peut briser. Vienne un homme qui lui dise que ce n'est pas lui qui règne, que ce n'est pas lui qui est riche, que ce n'est pas lui qui est heureux; et aussitôt les mauvais penchants de la nature humaine rompent leur digue : l'intérêt, l'avidité et la jalousie reprennent leur cours, et le beau monument est renversé.

Polybe a bien vu que cet état paisible de la constitution romaine était passager, et qu'il fallait peu de chose pour le détruire. Il a été témoin de trop de révolutions, dans sa patrie et au milieu de ses longs voyages, pour croire que les gouvernements soient éternels. Ils ont au contraire, suivant lui, leurs variations naturelles et nécessaires; ils ont leurs âges, c'est-à-dire leur enfance, leur maturité, leur décrépitude ou leur corruption. Il est un ordre que la nature assigne elle-même aux progrès et à la décadence des constitutions. Nulle n'échappe à cette loi, qui est si fixe et si absolue que les révolutions peuvent être prévues et marquées d'avance. Ainsi, chaque cité, pour ainsi dire, a eu ses beaux jours : Athènes sous Thémistocle, Sparte avant Lysandre, Carthage avant les guerres contre Rome. Au temps de Polybe, Rome se trouve dans la maturité calme et paisible de ses institutions. Mais Polybe l'avertit des changements qui

l'attendent. Le développement de sa constitution a suivi l'ordre naturel; ses révolutions à venir suivront le même ordre [1].

Or, suivant Polybe, le signe auquel on reconnaît la corruption d'un gouvernement, c'est que l'avarice s'empare des âmes, que les riches, voulant que leurs richesses leur donnent le pouvoir, « consument leur fortune en distributions et en corruptions qui enseignent au peuple à se montrer avide; » le peuple alors « habitué à attendre sa subsistance d'une main étrangère, » convoite cette richesse qu'on lui met toujours sous les yeux. Il finit bientôt par se soulever, et dans sa fureur il refuse d'obéir. Le joug brisé, « ce ne sont plus que confiscations et partages de terres, jusqu'à ce qu'au milieu de ses fureurs la multitude trouve à son tour un maître qui la ramène à la monarchie. » Ainsi la suite des changements de Rome est expliquée, et ici, comme en Grèce, c'est encore la richesse et la pauvreté qui feront les révolutions. Avant Polybe, les partis ont lutté pour des principes, pour des droits, pour des honneurs; il prévoit qu'ils lutteront bientôt pour des intérêts.

Mais Polybe a vu Rome dans le temps le plus propice pour l'admirer, entre la tyrannie du patriciat et les luttes des Gracques.

Il n'a pas d'ailleurs pour elle une admiration irréfléchie et servile. Les Romains sont avares et usuriers, il le sait ; ils sont souvent corrompus, ils ont de la mauvaise foi, ils savent même ce que c'est que la peur, et contre un ennemi courageux ils refusent quelquefois de s'enrôler [2]. La nature humaine a partout les mêmes vices et les mêmes faiblesses. Si Polybe juge les Romains meilleurs que les autres hommes, ce n'est pas pour

[1] Polyb. VI, 9, 10, 57.
[2] Polyb. XVIII, 18; XXXI, 24; XXXII, 11; XXXV, 4.

leurs vertus, c'est pour leurs institutions. Il s'écrie que Rome a le plus beau gouvernement qu'il connaisse, et qu'il est impossible de trouver un système d'institutions meilleures[1].

A mesure que Polybe connut mieux cette constitution et l'admira davantage, il dut s'effrayer moins d'une domination qui pouvait la faire partager à sa patrie.

De même que c'est cette constitution qui l'a gagné à Rome, c'est à elle aussi qu'il attribue la conquête du monde. Voulant s'expliquer ce grand évènement, il ne s'arrête pas aux causes secondaires. Non pas qu'il ne les voie aussi bien qu'on les a vues après lui ; çà et là il remarque l'habileté du Sénat à diviser ses ennemis, son art de se concilier partout des partisans, son adresse à dissoudre les ligues, son peu de scrupule dans ses rapports avec les étrangers. Il voit tout cela, mais en passant. Ce sont petites finesses qui n'ont pas contribué pour beaucoup à l'œuvre de Rome, et dont il semble qu'elle aurait pu se passer.

Polybe explique tout par les institutions ; leur faiblesse fait la faiblesse de la Grèce et de Carthage ; leur force fait la force de Rome.

« Le caractère de la constitution romaine, dit-il, a permis à Rome de soumettre l'Italie, la Sicile, l'Espagne, et d'entreprendre, Carthage vaincue, la domination universelle[2]. » La place même qu'il choisit pour nous expliquer le gouvernement de Rome, nous montre que c'est à cette constitution que Rome a dû de triompher d'Annibal. Au milieu du récit de la guerre punique et au moment de la crise, il s'interrompt et suspend en quelque sorte le combat, pour faire intervenir ce qui doit décider la victoire.

[1] Polyb. VI, 11 et 18.
[2] Polyb. VI, 1.

Mais comment devons-nous entendre que la constitution de Rome lui a donné l'empire? C'est que dans le monde entier et pour tous les esprits, la grande question était une question d'institutions. L'aristocratie mit Rome à sa tête, parce que Rome était la ville qui lui semblait la mieux gouvernée, et qui lui inspirait le plus de confiance. Soixante ans plus tard, l'aristocratie romaine menacée dans sa patrie n'aurait pas offert assez de sécurité aux aristocraties étrangères pour qu'elles voulussent se grouper autour d'elle. Et de même, un siècle plus tôt, le vieux patriciat n'ayant rien de commun avec l'aristocratie de la Grèce, l'alliance n'aurait pas réussi davantage à s'établir. C'est ainsi que cette admirable constitution, qui ne devait durer qu'un moment, s'est précisément rencontrée dans le temps qu'il fallait pour conquérir le monde.

Polybe a très-bien vu que Rome devait sa force et jusqu'à ses vertus à ses institutions. Grâce à l'absence ou au calme des partis, elle était à peu près la seule ville où la politique pût avoir de l'unité et de la suite, et où l'on pût concevoir et poursuivre un plan sans qu'une révolution intérieure vînt le bouleverser ; la seule où le danger public réunît toutes les volontés et tous les intérêts; la seule surtout où personne, pour faire triompher son parti, ne cherchât l'appui des étrangers.

Il y a des faits qui sont frappants ; la présence d'Annibal fit cesser toutes les divisions qu'il pouvait y avoir à Rome ; celle de Scipion les aigrit à Carthage.

Les Romains ne valaient peut-être pas mieux que les Grecs; mais du moins la vie publique ne les corrompait pas. Comme toute l'existence ne se perdait pas dans les luttes des partis, on pouvait aimer encore la cité et avoir du patriotisme. L'esprit municipal était à Rome dans toute sa force ; il n'était affaibli ni

par l'esprit de faction ni par l'alliance étrangère. L'état avait une grande autorité sur les particuliers et était l'objet d'un grand respect. L'obéissance à la loi était ordinaire, et nul n'avait l'idée de se révolter contre elle. La vraie qualité du peuple romain c'était la discipline. En paix et en guerre, au Forum et dans les camps, les volontés particulières s'effaçaient devant la volonté générale.

Le citoyen se regardait comme appartenant à l'état ; nul ne croyait avoir le droit d'aller combattre à l'étranger et de verser son sang pour un autre intérêt que celui de la patrie. Les Grecs répandaient le leur indifféremment pour les rois de Syrie, pour les rois d'Egypte, pour Carthage.

Le Romain était attaché à la religion, aux superstitions, aux coutumes, dès qu'elles étaient celles de la patrie. Ce que l'on a dit de la tolérance ou plutôt de l'indifférence des Romains n'est pas vrai. La loi des Douze Tables défendait formellement d'adorer d'autres Dieux que ceux de la cité, « *separatim nemo habeat Deos, neve advenas, nisi publice adscitos.* » Les Romains détestaient les religions étrangères, tant que le Sénat ne les avait pas reconnues. Mais aussi tous les cultes étaient vénérés dès qu'ils avaient reçu la sanction du Sénat. Ainsi la cité fixait à chacun sa croyance.

La fidélité aux coutumes nationales est un des traits du caractère romain; or il est bon qu'un peuple ait quelques coutumes, même insignifiantes, même mauvaises. Elles fortifient le sentiment national, elles lient les descendants aux ancêtres, et perpétuent la patrie à travers les générations.

Polybe ne s'amuse pas, comme Tite-Live, à vanter la frugalité, la pauvreté et le désintéressement des ancêtres du peuple romain. Il sait bien que la pauvreté n'a pas été plus en honneur à Rome que chez les autres hommes, et que les richesses n'ont

jamais éte méprisées des peuples qui les ont connues. Dans une monarchie, les richesses ont déjà un grand prix par le bien-être qu'elles procurent; mais dans une aristocratie elles sont doublement précieuses, parce qu'elles donnent l'influence et le pouvoir. Polybe voit dans le caractère romain l'amour de l'argent, et l'habitude de l'usure; « on ne donne pas volontiers à Rome quelque chose du sien » [1], et si la loi romaine autorise à ne payer une dette qu'après trois ans, « il n'y a pas un homme, excepté un Scipion, qui songe à devancer d'un jour le moment de s'acquitter, de peur de perdre un jour du bénéfice de l'usure. » Mais ce qui est beau pour un peuple naturellement avare, c'est le respect de ces hommes, si âpres au gain, pour les fonds de l'état. Tous les moyens de s'enrichir sont bons pour un Romain, un seul excepté, qui est de s'enrichir aux dépens de la République. Le Romain est plus usurier et plus avide que le Grec; mais le Grec dérobe le trésor public ou accepte l'or des étrangers; le Romain regarde l'argent de l'état comme sacré. « Confiez à un Grec, dit Polybe, la garde du trésor; eussiez-vous exigé de lui dix cautions, dix signatures et vingt témoins, il faut croire encore qu'il manquera à sa parole. Chez les Romains un magistrat manie les finances publiques, sans qu'il faille autre chose qu'un serment pour lui faire observer son devoir [2]. »

Le Romain est plaideur, usurier, maître cruel, créancier sans pitié, père despote; mais il est bon citoyen. Ses vertus et ses vices tournent au profit de la patrie. Il est souvent de mauvaise foi, mais jamais contre l'état.

Le Romain a un assez faible sentiment de la justice, un sentiment très-fort de la légalité. Il sait assez peu les devoirs géné-

[1] Polyb. XXXII, 12, 13.
[2] Polyb. VI, 56

raux de l'homme, quand ils ne sont écrits que dans la conscience; mais il a un respect pieux pour la lettre même de ce que l'état a établi.

Il en coûtait peu à un Romain de violer un serment, à moins que ce serment n'eût été prêté à la patrie. L'homme qui avait d'abord refusé de s'enrôler, devenait un soldat docile et brave dès qu'il avait juré de l'être.

Le respect que l'on avait pour l'état, et l'idée de la grandeur de la nation inspiraient à chaque citoyen dans la vie publique un vif sentiment de sa dignité et de son devoir. Jamais un Romain devant un étranger ne laisse paraître ni bassesse, ni cupidité, ni crainte. Scipion renvoie une jeune fille à son fiancé, pour se donner le droit de dire que Rome possède beaucoup de citoyens qui lui ressemblent [1].

Ce même respect pour l'état inspire aux particuliers une confiance sans bornes en lui. Ce qu'on ne voit jamais à Rome, c'est le découragement. L'état manquait d'argent après la bataille de Cannes; les particuliers osèrent armer une flotte à leurs frais, et firent enregistrer leurs déboursés, sûrs qu'ils étaient de rentrer dans leurs avances [2]. Ce n'est pas là du dévouement, mais c'est de la confiance, laquelle est une vertu chez les peuples. Cette confiance ne venait pas de la légèreté ou de la présomption; elle était un effet du calcul. On comptait sur l'avenir de la patrie, sur les ressources de chaque citoyen, sur l'accord de tous. On savait qu'à chaque entreprise on irait jusqu'au bout. Surtout on n'avait pas à craindre, comme dans les autres cités, qu'un parti vînt détruire ce que l'autre avait commencé. On savait à Rome d'une manière certaine, ce dont

[1] Tite-Live XXVI, 50.
[2] Polyb. I, 59.

on n'était jamais sûr dans les villes grecques, que l'ennemi n'avait aucun partisan dans la cité. De là cette audace du peuple romain même dans ses défaites; de là aussi cette opinion des peuples, « que Rome n'est jamais plus à craindre que quand elle craint [1]. »

Ainsi l'autorité de l'état était encore puissante à Rome, alors qu'en Grèce et à Carthage elle était affaiblie chez presque tous les hommes par les intérêts et les haines des partis. Au lieu qu'en Grèce Polybe a vu tous les esprits uniquement occupés des querelles des factions, et qu'il n'a presque entendu parler que de séditions, de vengeances, de partages de terres, d'abolition de dettes et de protection étrangère, il voit à Rome l'accord entre tous, la soumission de chacun aux ordres et aux intérêts de la cité, et les esprits uniquement soucieux d'agrandir la République.

Avec cette constitution et cet esprit, Rome paraît à Polybe supérieure à toute la terre. Il ne s'étonne donc pas qu'elle ait conçu et exécuté le dessein de la conquête universelle. Il va plus loin : cette entreprise d'assujettir le monde lui paraît légitime ; nulle part il ne songe à contester les droits de Rome à l'empire. Pour un esprit pratique et logique comme le sien, pour un homme que les faits dominent plus que les théories et les sentiments, se rendre compte de la conquête, c'était déjà avoir beaucoup fait pour la trouver juste. Peut-il détester et combattre une ambition qui a sa source dans de si belles lois, et qui aura sans doute pour résultat de les faire partager aux autres peuples? Si l'on eût demandé à Polybe de quel droit Rome asservissait le monde, il aurait sans doute répondu que c'était du droit de ses bonnes institutions.

[1] Polyb. III, 75.

Il fût enfin si bien gagné à Rome, lui appartint si bien, qu'il entreprit d'écrire l'histoire et l'éloge de la conquête romaine. Elève de Philopémen et fils de Lycortas, mais séduit par le spectacle de Rome, il se charge à la fin de justifier, de glorifier cette ambition qu'il avait presque osé combattre dans son pays.

Il commence son livre au moment où Rome conçoit le dessein de la conquête universelle, c'est-à-dire au début de la seconde guerre punique, et le pousse jusqu'au moment où elle l'achève, c'est-à-dire à la prise de Carthage et de Corinthe. Il montre « par quels moyens et par quelle sagesse, elle a mis sous ses lois l'univers entier. » C'est proprement l'histoire romaine qu'il écrit ; c'est en quelque sorte de Rome qu'il regarde ce qui se passe dans le reste du monde. Qu'il parle de la Grèce, de l'Egypte ou de l'Espagne, la pensée de Rome est toujours présente et sa main paraît partout. Son ouvrage pourrait être intitulé l'Histoire des Romains, et c'est en effet le titre qu'un ancien lui donne[1]. Il raconte enfin la conquête, comme un Romain pourrait le faire, et cela est si vrai que Tite-Live n'a eu le plus souvent qu'à le copier.

Il se propose surtout d'expliquer les succès et la grandeur de Rome aux Grecs qui n'en comprennent pas la cause[2]. Ils admiraient Rome autant que Polybe, mais autrement que lui. Frappés de cette merveilleuse élévation, ils ne pouvaient pas se l'expliquer par des moyens humains, et ils aimaient à l'attribuer à la faveur de la plus puissante de leurs divinités, de la Fortune. C'était elle qui avait voulu que la Macédoine restât presque inactive pendant la guerre d'Annibal; que, Philippe combattant, Antiochus ne bougeât pas; que ce même Antiochus fît la guerre

[1] Pausanias VIII, 30.
[2] Polyb. I, 3; I, 63.

aussitôt que Philippe était paisible; qu'Annibal ne fût pas écouté; que les peuplades du nord ne se joignissent pas à Persée; qu'Eumène, après avoir été tout près d'être son allié, se fît son dénonciateur. C'était elle enfin qui avait ménagé les évènements avec art, pour livrer à Rome l'une après l'autre toutes les nations. Ne croyons pas que ce fût le dénigrement qui inspirât cette pensée aux Grecs, ni qu'ils voulussent se venger de leurs maîtres. D'après les idées des anciens, cette pensée était loin d'être injurieuse ; il leur était ordinaire d'aimer mieux devoir leurs succès à la Fortune qu'à eux-mêmes, et le titre d'heureux était celui dont ils tiraient le plus de vanité.

Les Grecs émerveillés et effrayés en même temps de ce qu'ils prenaient pour la marque d'une faveur spéciale des Dieux, en vinrent à confondre dans leur esprit l'idée de Rome et celle de la Divinité. S'ils se fussent expliqué les succès de ce peuple, ils l'eussent seulement estimé ; mais croyant voir dans Rome l'ouvrage miraculeux de la Fortune, ils l'adorèrent. Dès la première guerre de Macédoine, Chalcis associa Flamininus à ses Dieux; et ce Romain avait encore, trois siècles après, dans une ville d'Eubée, son temple, ses prêtres, ses fêtes et ses cantiques [1]. Au temps de Caton, Smyrne éleva un temple à la ville de Rome [2]; et après la guerre de Persée, Rhodes plaça dans son principal temple la statue colossale du peuple Romain [3]. Rome semblait d'une autre nature que le reste de la terre.

Mais Polybe, en homme réfléchi et en homme d'état, sait que la Fortune a peu de part aux événements humains. Il ne croit pas non plus que les Dieux règlent toutes choses en ce monde et

[1] Plutarq. V. de Flamin, 23.
[2] Tacite, Annal. IV, 56.
[3] Polyb. XXXI, 16.

se donnent souvent la peine d'agir à notre place[1]. Pour lui, chaque événement humain a son explication et sa cause dans l'âme de l'homme. L'élévation ou la chute d'un état est imputable à ses institutions. Le succès est dans nos mains. Si une cité a éprouvé des revers, c'est que sa constitution était vicieuse. Si Rome a conquis l'empire, c'est qu'elle l'a mérité.

Cette idée est d'un esprit désintéressé et d'un grand esprit. Il y a deux façons de concevoir le lien et la source des faits de l'histoire; on les peut attribuer à l'action de la Providence ou au travail libre et méritoire de l'homme. Cette dernière façon d'envisager la science historique, si elle n'est pas la plus vraie, est certainement la plus féconde en leçons et la plus utile pour la pratique. C'est par là que Polybe a pu faire de la connaissance des temps passés « le meilleur enseignement des hommes[2]. » Aussi sa principale étude est-elle « de faire connaître les suites, les circonstances, et surtout les causes des faits; » son grand art est de nous faire comprendre l'économie des événements. Il semble qu'il ait pris à Rome quelque chose de l'esprit pratique des Romains. L'histoire n'est pour lui ni une œuvre d'art, ni une œuvre de curiosité. « Un homme sensé, dit-il, ne cultive pas l'art pour l'art, ni la science pour la science[3]. » L'histoire est une œuvre d'utilité; c'est pour les hommes d'état qu'il écrit; il veut qu'ils apprennent dans son livre qu'ils sont les maîtres des faits, et comment ils peuvent presque avec certitude amener le succès et conjurer le revers. De chaque événement ils doivent tirer une instruction pratique. La lecture de l'histoire sera ainsi une préparation à l'art de gouverner[4].

[1] Polyb. VI, 56; X, 2; X, 9.
[2] Polyb. I, 1; III, 31, 32.
[3] Polyb. III, 14.
[4] Polyb. IX, 1.

Mais le meilleur enseignement que les Grecs doivent tirer de l'ouvrage de Polybe, c'est de savoir estimer Rome. Polybe, en justifiant la conquête romaine par la sagesse avec laquelle elle a été conduite, travaille déjà par ce moyen à la faire aimer des Grecs; mais ce n'est pas assez. Ce qu'il se propose par-dessus tout, c'est de montrer comment Rome use de sa domination, et d'enseigner « à ses contemporains si cet empire est à fuir ou à désirer, à la postérité si elle doit se féliciter ou se plaindre [1]. » Il répond à cette question par le contraste de ses jugements sur la Grèce et de ses jugements sur Rome, par le peu d'estime qu'il professe pour l'une et l'admiration qu'il a pour l'autre, par le spectacle qu'il nous donne des agitations et des vices de ses compatriotes, et par celui qu'il se complaît à nous montrer des institutions calmes et sages des Romains. Il ressort de sa manière de présenter les faits que l'œuvre de Rome est juste et bonne, et c'est pour la faire apprécier, pour la faire aimer, qu'il en a écrit l'histoire. Presque à chaque page de son livre, il semble dire aux Grecs : Fixez les yeux sur Rome; étudiez-la de près, comme je l'ai étudiée moi-même. Ne pensez plus à votre ancienne histoire, à vos anciens grands hommes; tout cela est petit en comparaison de Rome. C'est elle qui doit être votre modèle et votre guide; prenez-lui autant qu'il se pourra de son esprit et de sa sagesse. Laissez de côté le peu d'illusions d'indépendance que vous conservez encore. En échange d'une docilité que l'admiration rendra facile, vous recevrez de Rome la paix, de bonnes lois, et l'espoir de voir cesser pour toujours ces luttes qui ont enlevé à vos générations le bonheur et même la vertu.

---

[1] Polyb. III, 4.

CHAPITRE VII.

Dernière lutte de la démocratie contre Rome.

Polybe ne retourna en Achaïe que lorsque Rome fut sûre de lui, et qu'il ne pouvait plus que la servir. Callicrate d'ailleurs était mort, et il n'y avait plus personne en Grèce qui pût s'opposer à son rappel.

Au temps où il revit sa patrie, on peut estimer que les hommes du tiers-parti n'existaient plus; les uns avaient été massacrés au temps de Paul-Emile, le séjour de Rome avait transformé les autres. De sorte qu'entre les deux partis qui, par intérêt et par esprit de faction, appelaient ou détestaient les Romains, il se trouvait alors une classe d'hommes qui par sagesse désiraient leur empire. Rome, dans ces vingt années, avait donc fait un grand progrès.

L'aristocratie, relevée par elle après la bataille de Pydna et débarrassée de ses ennemis les plus détestés, régnait avec calme dans les villes grecques. Les proscriptions avaient naturellement cessé avec la crainte et faute d'ennemis.

Même en Macédoine, c'était l'aristocratie qui avait profité de la chute de Persée. Paul-Emile n'avait pas quitté le pays sans lui donner une constitution. Il avait ordonné qu'on créât dans

chacun des quatre districts un sénat qui eût en mains l'administration des affaires, « de peur, était-il dit dans le décret, que le peuple ne tournât en licence la liberté réglée qu'il venait de recevoir de Rome[1]. »

Les rois tremblaient; ils lisaient dans le décret relatif aux affaires de Macédoine : « Quiconque possède déjà la liberté, la conservera sous la garantie du peuple romain; ceux qui vivent sous des rois devront à ces mêmes Romains que les rois exercent un empire plus juste et plus doux; ceux dont les rois font la guerre à Rome sauront que la victoire sera pour les Romains et la liberté pour eux-mêmes[2]. »

Contre cette provocation, capable de dissoudre tous les royaumes, que pouvaient faire les rois? Aucun d'eux n'osa prendre en main l'héritage de Persée. Antiochus recula devant l'orgueil de Popilius Lénas; Eumène courut à Rome implorer son pardon; Prusias se déclara l'affranchi du Sénat; Massinissa lui-même vint se plaindre que le Sénat lui eût fait demander par des ambassadeurs les subsides qu'il devait exiger.

Restait la démocratie. Mais comme elle n'avait jusqu'alors résisté à Rome que sous les ordres des rois, on pouvait croire qu'elle était pour toujours abaissée avec eux.

Au-dessus de toutes les aristocraties maîtresses des cités, s'élevait Rome, non comme souveraine, mais comme chef de la confédération aristocratique.

Elle ne possédait pas un pouce de terre en Orient; elle n'envoyait pas de gouverneurs; mais rien ne se faisait sans sa volonté. Callicrate avait déclaré dans l'assemblée des Achéens qu'on ne

[1] Tite-Live XLV, 18, 29, 32.
[2] Tite-Live XLV, 18.

pouvait ni faire la guerre, ni contracter d'alliance qu'avec l'agrément des Romains.

Le Sénat n'était pas encore maître; il était déjà souverain juge; s'élevait-il quelque différend entre l'Achaïe et Athènes, entre Eumène et Prusias, entre les deux Ptolémées, entre Carthage et Massinissa, il fallait que le Sénat fût arbitre. Et notons que si l'on respectait ses décisions, ce n'est pas qu'on les regardât toujours comme l'organe de la justice; on savait bien, comme dit Polybe, qu'il ne se réglait pas sur l'équité, mais sur l'intérêt de la République[1].

L'aristocratie dans chaque ville, et le tribunal de Rome au-dessus de toutes, tel était l'ordre que le Sénat avait établi dans le bassin de la Méditerranée. Ce fut la démocratie qui le troubla. Elle restait ennemie de Rome, et rien n'avait pu la gagner, puisque c'était contre elle que la confédération romaine s'était établie. Elle ne s'était pas encore mesurée personnellement avec Rome, et ne s'était pas sentie vaincue. Ce n'était pas elle, mais le tiers-parti qui avait été entraîné dans la chute de Persée; ce n'était pas elle qui avait été proscrite. Elle avait encore toute son énergie et toute sa confiance en elle-même. La disparition du tiers-parti, qui jusqu'alors l'avait retenue et modérée, la rendait plus hardie et plus agressive. La royauté étant abaissée partout, la démocratie n'avait plus d'appui étranger, plus de chef, plus d'unité ni de direction; mais cela même lui donnait du crédit et quelque force; car elle pouvait désormais s'appeler le parti de l'indépendance.

Pendant les vingt années qui suivirent la bataille de Pydna, elle se grossit secrètement, puis elle se dressa tout-à-coup et sur tous les points à la fois. C'est ici la dernière lutte sérieuse que

[1] Polyb. XXXII, 2.

Rome soutint pour l'empire. Le parti populaire prend seul les armes. Du reste s'il se soulève partout en même temps, c'est sans s'être entendu; il n'y a pour tant d'efforts ni unité ni direction; chacun combat pour soi; mais aussi chacun porte dans le combat un acharnement incroyable.

C'est d'abord en Espagne cette guerre de feu dont parle Polybe; les amis de Rome étaient venus la dénoncer; et tenant exactement le même langage qu'avait tenu l'achéen Callicrate, ils avaient réclamé du Sénat qu'on les soutînt contre leurs ennemis et qu'on envoyât au besoin une armée et un gouverneur permanent en Espagne [1]. Cette longue guerre, renouvelée par un berger, par un brigand, ne cessa qu'à la prise de Numance.

Puis la Macédoine s'enflamme au nom de Philippe. Son peuple est déjà las de ce prétendu gouvernement libre; il aime mieux obéir à un roi qu'à son sénat. Il se presse autour du premier imposteur qui se dit fils de Persée, massacre un préteur et une armée, et se défend avec plus de courage, dit Polybe, qu'il n'avait fait sous ses rois légitimes, sous Philippe et sous Persée.

A Carthage, Appien compte trois partis, celui de Rome, celui de Massinissa, et celui de la démocratie. Il est vraisemblable que les deux premiers n'en formaient qu'un, ou du moins qu'ils étaient toujours unis contre le troisième. L'an 150, le parti démocratique, qui s'est peu à peu élevé, est assez fort pour chasser de la ville les partisans de Massinissa et pour porter son chef Asdrubal au commandement de l'armée carthaginoise. Mais Massinissa assiége la ville, Asdrubal est vaincu; sous l'empire de la peur, le parti aristocratique reprend le dessus, chasse à son tour Asdrubal et ses amis de Carthage, envoie à Rome ambas-

[1] Polyb. XXXV, 2.

sade sur ambassade pour implorer la paix à tout prix, et s'offre surtout volontiers à livrer Asdrubal aux Romains.

Il est probable que vingt ans plus tôt Rome aurait accepté ces demandes; elle aurait renouvelé un pacte avec l'aristocratie, contente de lui rendre le pouvoir et d'affaiblir la faction contraire. Mais l'ambition de Rome avait grandi avec sa puissance et avec la docilité des peuples. C'était peu d'être à la tête d'une confédération; l'édifice était trop fragile. La démocratie pouvait vaincre un jour chez les alliés; elle pouvait naître même à Rome, et la puissance romaine était renversée. Rome ne voulait plus avoir à compter sur la docilité ou sur la force de ses amis pour tenir le monde en respect; il lui fallait l'empire. Si l'on peut juger des intentions par les actes, il semble qu'elle ait formé le dessein de laisser la démocratie s'insurger partout, de saisir les prétextes de guerre et de vengeance qu'elle pourrait trouver, de confondre pour un moment tous les partis, pour pouvoir tout frapper et tout asservir.

En vain Carthage se soumet à ses exigences, donne des otages, livre ses armes, et lui demande enfin de l'accepter comme sujette. Ce n'est pas d'obéissance qu'il s'agit, mais d'extermination : Carthage doit disparaître ou quitter son rivage, ses ports et son commerce. Ces derniers ordres du consul romain eurent pour effet d'irriter le peuple qui jusque-là avait laissé faire, et de provoquer un soulèvement démocratique. On maltraita les députés qui revenaient du camp romain; on jeta des pierres aux sénateurs qui délibéraient; on rappela Asdrubal, et l'on résista à Rome. La démocratie carthaginoise, qu'on venait de désarmer, lutta pendant quatre années [1].

[1] Appian. de reb. punic., 68, 92.

Les mêmes faits se reproduisirent presque exactement en Achaïe. Callicrate, le chef de l'aristocratie et l'ami des Romains, était devenu insupportable au peuple. Polybe raconte qu'un jour qu'il s'était baigné à Sicyone, nul ne voulut plus entrer dans le bain, comme si l'on se fût regardé comme souillé par l'eau qui avait touché le corps de cet homme. Et il faut noter que cette injure ne lui fut pas faite par les hommes distingués de la ville, mais par le peuple; car Polybe remarque que ce jour-là les bains étaient publics. Les enfants, ajoute-t-il, s'ils rencontraient Callicrate en revenant de leurs écoles, l'appelaient un traître. Dans les fêtes, dans les cérémonies publiques, à la tribune, dans les rues, il était poursuivi par des murmures et des sifflets.

Il fallut pourtant le supporter jusqu'à l'an 150, époque de sa mort. Une ou deux années se passent encore, et l'on devient assez hardi pour renverser ses statues; la mémoire de Callicrate n'a plus d'amis; Rome et l'aristocratie sont trop faibles contre le mouvement qui s'annonce. Mais l'esprit public ne se porte pas tout de suite à l'extrême; le débordement de la démocratie est un moment différé par la mémoire de ce tiers-parti qui n'est plus. On relève les statues de Lycortas. On semble chercher ces anciens défenseurs, que l'on a trop peu suivis, ces nobles et sages amis de l'indépendance. On ne les trouve plus. Le fils de Lycortas était pourtant alors en Grèce; il ne s'offrit pas à sauver la liberté; il ne profita pas de l'élan populaire, qu'il eût peut-être calmé et dirigé, pour accomplir l'ouvrage qui lui avait été à cœur vingt ans plus tôt. C'est que dans l'intervalle il était devenu Romain; la liberté lui était moins chère, la dépendance moins odieuse. A défaut du tiers-parti, ce fut la démocratie seule qui entreprit de lutter contre Rome.

Ce mouvement tout populaire est clairement indiqué par Polybe. « La multitude, dit-il, était malade et en proie à la fièvre [1]. » Les chefs de l'état étaient alors Diæus, Critolaüs, Damocritus, qui avaient été exilés au temps de Callicrate et que les troubles qui suivirent ramenèrent dans leur patrie [2]. Polybe professe pour eux la haine la plus vive, et les peint comme il a l'habitude de peindre les démocrates : « C'est un ramas de ce que chaque ville a de plus mauvais; ce sont des impies, des pestes pour leurs concitoyens [3]. »

Ils agissent comme font partout les chefs du parti populaire; ils abolissent les dettes, ou tout au moins en diffèrent le paiement. Ils affranchissent et arment les esclaves. Ils se font donner un pouvoir dictatorial, que le peuple ne craint jamais de confier à ses favoris. Les assemblées, jusque-là composées seulement de l'élite de la nation, se remplissent alors d'artisans et d'hommes de bas étage. C'est dans une assemblée de cette nature que les ambassadeurs romains sont insultés [4].

Diodore parle de violences, d'exils, de confiscations, de proscriptions, qui remplirent alors les villes grecques. Le parti populaire, par précaution ou par vengeance, se débarrasse de ses ennemis, et assure sa victoire dans les cités avant de combattre Rome [5].

Il s'agit encore ici, à vrai dire, d'une lutte de partis. La guerre commence par Lacédémone, et Diæus déclare qu'il ne fait pas la guerre à Sparte, mais à ceux qui troublent la tranquillité de Sparte; et comme on lui demande quels

[1] Polyb. XXXVIII, 2.
[2] Polyb. XL, 4.
[3] Polyb. XXXVIII, 2.
[4] Polyb. XXXVIII, 4.
[5] Diodore XXXII, 26.

sont ces hommes, il cite vingt-quatre noms de l'aristocratie[1].

Polybe pouvait-il s'attacher à ce parti? Il était de ceux contre qui la démocratie se soulevait. L'indépendance de la Grèce lui importait peu, si la Grèce ne devait être libre que pour être aux mains du peuple. Vingt ans auparavant, la peur d'une démocratie qui n'existait pas encore l'avait jeté dans les bras de Rome. Cette fois c'était bien réellement la démocratie et ses exigences qu'il avait en face de lui.

Aussi n'a-t-il pas dans cette guerre les hésitations qu'il a montrées dans la guerre de Persée. Il condamne cruellement l'insurrection. « Je vais raconter, dit-il, la consommation des malheurs de la Grèce; elle a souvent éprouvé des calamités; mais jamais d'égales à celles dont nous avons alors été témoin. Le coup qui frappa Carthage fut moins terrible. Carthage du moins ne survécut pas à son malheur et à sa honte. Carthage a laissé une petite place pour sa justification aux yeux de la postérité. La Grèce ne nous fournit pas le plus léger prétexte pour excuser ses *fautes*[2]. » Ailleurs, il parle de la *folie* des Grecs, ailleurs encore, il appelle cette lutte injuste et sacrilége. Rome lui semble modérée lorsqu'elle envoie son ambassadeur pour détacher de la ligue Sparte, Corinthe, Argos, Orchomène et Héraclée, et il s'étonne que les Grecs aient assez perdu le sens « pour accepter de la main gauche ce que Rome offrait de la main droite. » Il nous peint des plus noires couleurs la Grèce en délire, ceux-ci s'éloignant des villes et courant çà et là et sans but, par horreur pour les excès commis dans leurs murailles; ceux-là se donnant la mort pour échapper au spectacle de tant de de maux; les uns dénonçant aux Romains leurs parents et leurs

[1] Pausanias VI, 12.
[2] Polyb. XXXVIII, 1.

amis, les autres se dénonçant eux-mêmes; les hommes saisis de délire se précipitant dans les puits ou du haut de leurs maisons; quelques villes restant désertes, et, pour comble de douleur, les Grecs ne pouvant imputer ces calamités qu'à leur propre folie [1].

Ce n'est pas absence de patriotisme chez Polybe; il aimait encore son pays et était convaincu qu'il le servait. Mais il ne pouvait admettre que la démocratie pût faire le bonheur de la Grèce. Dans cette lutte il ne voyait pas en présence la liberté et la sujétion, mais la démocratie et l'aristocratie; entre elles il n'hésitait pas. Il croyait faire beaucoup en ne prenant pas les armes contre le parti de Critolaüs, en n'implorant pas les vengeances de Rome. « Il était d'un bon citoyen, dit-il, de servir la Grèce en cherchant à l'excuser, en voilant ses fautes, en travaillant à adoucir la colère du vainqueur [2]. » C'est ce que fit Polybe. Au moment même de la lutte, il se trouvait aux côtés de Scipion qui assiégeait Carthage; il combattait la démocratie, mais non en Grèce du moins; il aidait Rome de ses conseils, offrait enfin son empressement et ses services en balance avec l'insurrection des Grecs, souhaitant du reste l'anéantissement de ce parti populaire, et bientôt s'applaudissant de sa chute rapide.

Ces hommes de la démocratie furent autrement énergiques dans leur volonté et dans leur résistance que n'avaient été Philopémen et Lycortas. Vous ne trouvez chez eux ni hésitation ni arrière-pensée. Ils savaient nettement ce qu'ils voulaient, et marchaient résolument à leur but. Critolaüs disait en s'adressant à la multitude : « Si vous êtes des hommes vous ne manquerez pas d'alliés, ni de maîtres si vous êtes des esclaves [3]. » L'Achaïe

1 Polyb. XL, 3.
2 Polyb. XXXVIII, 1, d.
3 Diodore. XXXII, 26.

prit l'offensive; elle déclara la guerre à Sparte et à Rome; elle ne craignit pas d'envoyer son armée vers la Thessalie, c'est-à-dire au-devant de Métellus qui venait de vaincre en Macédoine. Contre Philippe et Persée, une bataille avait suffi; Critolaüs vaincu, l'Achaïe trouva un nouveau général et une nouvelle armée. « Les hommes, dit Polybe qui cherche en vain à nous cacher ce dernier et noble élan de la Grèce, les hommes portaient toutes leurs richesses au trésor public, et les femmes se dépouillaient de leur parure. » Les hommes allèrent combattre une dernière fois à Leucopétra; on dit qu'ils avaient mené leurs femmes avec eux, sans doute pour qu'elles pussent attester à leurs enfants que la Grèce n'était pas tombée sans combat.

Rome fut terrible pour cette démocratie qui s'était soulevée partout en même temps et d'une manière si soudaine. Elle fut cruelle en proportion de l'énergie que son ennemie avait montrée. La Macédoine fut définitivement réduite en province; Carthage fut rasée, puis Numance. Les Romains aimaient que leurs châtiments frappassent l'imagination : Caton en Espagne et Paul-Emile en Epire avaient ordonné la destruction, l'un de quatre cents bourgs, l'autre de soixante-dix villes en une même heure.

Corinthe, le foyer de la démocratie [1], fut détruite, ses hommes furent égorgés, ses femmes vendues, ses richesses et ses tableaux pillés. Chalcis et Thèbes, deux villes où dominait aussi depuis longtemps le parti populaire et qui s'étaient toujours unies à Philippe, à Antiochus et à Persée, eurent le même sort que Corinthe. Après ces grands châtiments, vinrent les proscriptions individuelles qui frappèrent les chefs de la démocratie dans toutes les villes.

[1] Polyb. XXXVIII, 4.

Rome établit alors son empire. Elle commença par désarmer la Grèce; toutes les villes qui s'étaient déclarées contre elle abattirent leurs murs et livrèrent leurs armes. La Grèce paya un tribut, et reçut un préteur. L'Achaïe ayant résisté la dernière donna son nom à la province sujette.

Mais dans chaque cité ce fut l'aristocratie qui domina au nom de Rome. Les commissaires du Sénat passèrent dix mois en Grèce à organiser un ordre nouveau, d'où la démocratie était exclue[1]. A leur départ, ils confièrent à Polybe, comme à l'homme qui était le mieux entré dans la pensée de Rome, le soin d'assurer ce qu'ils avaient établi. Polybe alors parcourut les villes, comme aurait fait un commissaire romain, réglant le détail de l'administration intérieure, dont les vainqueurs avaient tracé le plan, s'occupant surtout de faire concorder avec elle les lois civiles, et réformant la justice, qui depuis plusieurs générations variait toujours avec les partis. Il jugeait les différends, calmait les haines, communiquait à tous quelque chose de son esprit de conciliation et de docilité, et montrait surtout par son exemple que l'on pouvait avoir pour Rome une affection sincère et désintéressée; il venait de refuser les biens confisqués qu'on lui avait fait l'injure de lui offrir. Il habitua ainsi ses concitoyens au gouvernement qu'on leur imposait, et réussit, dit-il lui-même, à le leur faire aimer[2].

Ainsi le procès entre les deux partis est définitivement vidé en Grèce, et cela à l'époque même où il va commencer à Rome. L'aristocratie l'a emporté. Elle n'a plus d'ennemis. Dès lors les passions s'apaisent ; l'aristocratie jouit du pouvoir avec sécurité, partant avec modération. Le peuple, tombé de la terreur dans

[1] Pausanias VII, 15.
[2] Polyb. XL. 10.

l'indifférence, reste calme. La Grèce oublie ces luttes qui lui ont été si funestes. La vie devient plus calme, plus douce ou plus utilement active. Les hommes, délivrés du souci des affaires publiques et de la guerre, se livrent ceux-ci au commerce et au travail, ceux-là aux plaisirs, beaucoup aux études.

Polybe enfin est heureux. Il voit la Grèce au terme de sa vieillesse, à peu près telle qu'il l'a souhaitée dès l'enfance : la Grèce sans agitation, sans partis et sans crimes. Sous l'administration de l'aristocratie et sous l'empire de Rome, il proclame que la Grèce se relève[1]. Il adresse ses prières au ciel pour que rien ne vienne plus troubler l'ordre existant; car il craint « que la Fortune jalouse de cette excessive félicité, ne se plaise à la renverser. »

---

[1] Polyb. XL. 14.

CONCLUSION.

Nous nous sommes proposé de rechercher comment la Grèce fut conquise par les Romains. Nous n'ignorons pas que bien des causes de toute nature ont concouru à l'achèvement de cette œuvre. Mais nous avons cru trouver la plus générale chez les Grecs eux-mêmes. La Grèce était en proie aux luttes de deux partis, qui la déchiraient et la corrompaient également. Ces deux partis avaient enfanté deux ligues; mais un système fédératif sorti d'une telle source n'avait pas pu unir les Grecs. L'étranger se présenta alors, et l'on se livra à lui. Peut-on dire que la Grèce se soit mesurée avec Rome? Nous avons vu des partis combattre; avons-nous vu combattre la nation? A regarder au fond des cœurs il nous a semblé que la lutte n'était pas entre deux peuples, mais entre deux partis. L'aristocratie porta Rome à l'empire; toutes les deux vainquirent ensemble, comme la démocratie aurait vraisemblablement triomphé avec la Macédoine. Sans contester le mérite et la fortune de Rome, on peut dire que l'état de la Grèce et presque du monde entier rendait nécessaire qu'il y eût une Rome.

A nos yeux, le caractère et la vie de Polybe ont rendu cette vérité plus frappante. Nous avons vu en lui un homme honnête et sage qui essaya longtemps de demeurer impartial entre les deux factions; aussi aima-t-il alors l'indépendance de sa patrie. Vaincu et persécuté par ses propres concitoyens, alors que l'impartialité ne fut plus possible, il finit par désirer la domination étrangère. Il renonça à l'indépendance, d'abord par peur de la démocratie, ensuite par admiration pour Rome. Sans trahison et sans intérêt personnel, il crut que la conquête romaine était la seule ressource et la seule espérance de son pays. Il la vit avec joie s'accomplir, il en félicita la Grèce, et écrivit un livre pour la glorifier.

Il y avait alors pour cette partie du genre humain qui habite le bassin de la Méditerranée une question plus haute à résoudre que celle de la liberté d'un peuple. On pouvait se demander si l'état social que le génie grec et italien avait créé à l'origine, devait durer toujours sans changement et sans progrès, si l'association humaine demeurerait restreinte aux limites de la cité. Le régime municipal devait-il gouverner toujours les hommes? Fécond pour le premier développement des esprits, il avait enraciné dans les âmes le goût de la liberté; il y avait fait germer quelques vertus civiques; il avait surexcité l'activité humaine, et avait pu contribuer même au progrès des lettres et des arts. Mais il ne suffisait plus au besoin des âmes; ces principes d'exclusion et de haine contre l'étranger, contre l'habitant de la ville voisine, ce patriotisme étroit qui enfantait tant de guerres et couvrait la terre de ruines, commençaient à répugner aux hommes. Les relations étaient devenues trop générales, les esprits s'enten-

daient trop bien, la philosophie et les arts avaient fait trop de progrès pour que la société ne changeât pas de forme.

Le régime municipal périt par un mal intérieur. L'inégalité des fortunes, que l'esclavage aggravait et rendait presque incurable, mit en présence deux classes ennemies. La cité fut impuissante à concilier la pauvreté et la richesse, ces deux éléments également nécessaires et sur l'accord desquels repose toute société bien constituée. Il fallait une autorité supérieure, quelque chose qui ressemblât à l'Etat moderne, pour dominer ces deux éléments ennemis et établir entre eux l'équilibre et la paix. En attendant, et comme en cherchant cette autorité, les villes furent agitées pendant dix générations. Les guerres des partis rendirent la vie de la cité intolérable; les inconvénients du régime municipal devinrent extrêmes; les hommes furent travaillés d'une sorte de maladie morale; c'était la crise dans laquelle les peuples devaient se transformer.

En effet, le régime municipal ayant enfanté et nourri l'esprit de faction, la faction ne tarda pas à devenir, dans les pensées et dans les affections des hommes, plus forte que la cité.

Alors cet ancien amour de la patrie, qui n'était que l'amour de la cité, s'éteignit partout. On ne fut ni Spartiate, ni Athénien, ni Carthaginois; la liberté, la sujétion devinrent choses indifférentes; la question que se posèrent les hommes fut de savoir quelle faction l'emporterait dans la ville, et si l'on suivrait les lois de l'oligarchie ou celles de la démocratie. Ces mêmes luttes que nous avons vues tout-à-l'heure si mesquines et si honteuses, ces luttes où l'on ne se disputait que la richesse, ces luttes qui aigrissaient la vie privée, corrompaient les caractères et livraient la patrie, ont

été le moyen mystérieux par lequel les peuples ont réussi à s'unir. Pour arriver à ce grand résultat, il ne fallait pas compter sur la sagesse des politiques, sur les théories des philosophes. Quelque chose de plus puissant était nécessaire, je veux dire les instincts, les intérêts et les passions, même les plus mauvaises, de l'humanité. Ces factions, qui déchiraient chaque ville, mirent entre toutes une communauté d'affections et de haines qui prépara l'unité. L'un des deux partis ayant besoin d'un chef, donna à Rome une autorité qui dut être bientôt transformée en domination.

Il fallait bien que l'unité du monde s'opérât de cette façon, plutôt que par la force des armes et par la politique. Ces deux choses ne suffisaient pas pour établir une véritable association entre les peuples. Une conquête accomplie par elles seules, à supposer qu'elle fût possible, n'aurait eu d'autre effet que de rapprocher violemment, et pour bien peu de temps sans doute, des populations étrangères l'une à l'autre. Pour que cette domination fût durable, surtout pour qu'elle fût féconde, pour que l'unité de civilisation en sortît, l'alliance volontaire et spontanée des peuples et surtout de la Grèce avec Rome était nécessaire. Il fallait qu'elle s'accomplît par une sorte de convention tacite entre les nations, par un échange où l'une donnât ses arts et son intelligence, une autre sa science de l'administration et des lois, une troisième l'énergie et la jeunesse de ses caractères; il fallait enfin que toutes fussent liées ensemble par ce qu'il y a de plus puissant, non pas la force, non pas la vertu, mais l'intérêt, l'intérêt qui avait fait sentir à chacun que pour triompher de son ennemi ou pour faire cesser les luttes, on devait s'unir et prendre un chef.

De là le caractère particulier et tout nouveau de la domination romaine. Rome conquit sans asservir. Elle unit le monde par l'administration. Quelques proconsuls purent se faire illusion sur la nature de leurs droits, traiter les peuples en vaincus et en sujets et piller les provinces. Rome, plus sage sous le gouvernement impérial, s'habitua bien vite à se regarder, non plus comme une maîtresse, mais comme la tête d'un vaste corps qui comprenait tous les peuples.

D'autre part les cités subsistèrent; l'*autonomie* leur fut laissée, car on tenait encore à ce mot; les formes du régime municipal ne pouvaient être si tôt effacées. Mais les hommes s'habituèrent à lever les yeux au-dessus de leurs cités et à porter leurs regards vers Rome. On avait bien ses magistrats municipaux, mais c'était d'elle que partaient les véritables ordres ou les jugements sans appel; c'était d'elle que venait la vie. On avait bien encore une sorte d'orgueil municipal; on louait et on décorait sa ville; mais on admirait Rome par-dessus tout; c'était la cité par excellence. Bientôt on voulut en être citoyen. La ville où l'on était né parut petite; ses intérêts ne préoccupèrent plus les hommes; les honneurs qu'elle donnait ne satisfirent plus l'ambition; on ne s'estimait rien si l'on n'était pas citoyen romain. Tous aspirèrent à Rome; et Rome accueillit d'abord individuellement les principaux habitants des villes, s'assimilant ainsi progressivement tout l'empire. Les cités virent donc leurs membres leur échapper les uns après les autres, jusqu'à ce que le titre de citoyen romain, étendu à tous les habitants de l'empire, montrât que le régime municipal avait disparu. Tous les hommes devinrent ainsi Romains; il n'y eut plus qu'une cité, mais qui embrassa tous

les peuples; Rome fut la patrie commune du genre humain.

Ces mêmes luttes des factions, qui avaient agité les provinces, ne tardèrent pas à éclater aussi dans Rome, et y produisirent les mêmes effets; l'esprit municipal s'y perdit comme partout ailleurs. La population même étant sans cesse renouvelée par les provinciaux et les affranchis, le sang se mêla; ce peuple fut un assemblage de tous les peuples, et le Sénat même se remplit d'étrangers. On fut Romain dans les provinces; on cessa de l'être à Rome. De là cette perte du patriotisme que l'on déplore, mais qui n'était que la perte de l'amour étroit de la cité. Bientôt dans les pensées des hommes, la patrie fut l'univers entier. *Patria mea totus est mundus*, disait Sénèque. Ainsi l'association humaine s'élargit; et il le fallait pour que les arts de la Grèce fussent révélés à toutes les nations, pour que les lois de Rome fussent répandues dans tout l'Occident, pour que le sentiment de l'humanité et de la charité prît racine dans les cœurs.

Vu et lu,

à Paris, en Sorbonne, le 6 février 1858,

par le doyen de la Faculté des Lettres de Paris,

J.-Vict. LE CLERC.

Permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur,

CAYX.

TABLE DES MATIÈRES.

INTRODUCTION 1
CHAPITRE I. — L'aristocratie et la démocratie en Grèce; guerres civiles dans les cités 5
— II. — Quelques hommes modérés; Philopémen et Polybe. 20
— III. — Une ligue aristocratique et une ligue démocratique. 30
— IV. — Un parti romain et un parti macédonien. . . . 38
— V. — Les amis de la liberté; leur faiblesse et leurs inconséquences 51
— VI. — Polybe à Rome 74
— VII. — Dernière lutte de la démocratie contre Rome . 91
CONCLUSION 103

Amiens. — Imp. de T. Jeunet, impasse des Cordeliers, 3.

This book should be returned to the Library on or before the last date stamped below.

A fine of five cents a day is incurred by retaining it beyond the specified time.

Please return promptly.

DUE JUN 4 1910

JUL MAR 25 '37

DUE FEB 25 '47

Mail 1/9/48

OCT 8 - '57 H

NOV 18 '63 M

9364

422579

DUE NOV 5 '74

Gp 95.240
Polybe;
Widener Library 004908709
3 2044 085 162 469